

front rouge

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

journal de combat marxiste-léniniste

HEBDOMADAIRE N° 80 / 26 JUILLET 1973 / PRIX : 2F / CCP Front Rouge 31 191 14 La Source / BP 464 75065 PARIS CEDEX 02

**OUI,
POUR
FAIRE LA
REVOLUTION
PROLETARIENNE,
IL FAUT
UN PARTI
COMMUNISTE**

p. 8 et 9

**vers la création
de "l'opposition
syndicale
révolutionnaire"**

*interviews de communistes
délégués syndicaux cgt, cfdt...*

p. 2 et 3

lip

p. 4

**malgré le trompe-l'oeil de
l'autogestion, les ouvriers
poursuivent leur lutte
pas de licenciement**

**3 mois de lutte
des comités pour
l'abrogation de
la circulaire
fontanet**

p. 4 et 5



LES COMMUNISTES PRENNENT HARDIMENT EN MAIN LA LUTTE POUR LES REVENDICATIONS

Depuis que les marxistes léninistes ont rompu avec l'opportunisme, qu'ils ont adopté un programme communiste pour la révolution, ils sont en mesure d'aborder la question du travail communiste dans les entreprises, la question de la liaison entre les perspectives révolutionnaires qu'ils proposent et la lutte revendicative des travailleurs.

La plate-forme revendicative lancée par Front Rouge, et adoptée après la tenue de nombreuses assemblées ouvrières dans toute la France, la question du travail à l'intérieur des syndicats nous permettent d'avancer dans cette voie. C'est ce que montre notre rubrique "problème du travail révolutionnaire", c'est ce que montrent aussi les 2 interviews que nous publions de marxistes léninistes, l'un délégué CGT, l'autre délégué CFDT dans leurs

entreprises respectives. (Pour des raisons de sécurité, et pour éviter la répression à l'intérieur du syndicat, nous n'indiquons pas le nom de ces entreprises).

Pour avancer dans ce travail, les marxistes léninistes appellent à organiser dès la rentrée une "Opposition Syndicale Révolutionnaire". Front Rouge a interviewé André Roustan qui présente ici ce projet et rappelle sa propre expérience de syndicaliste révolutionnaire. Rappelons qu'André Roustan, ancien combattant des Brigades Internationales, ancien FTP, déporté à Buchenwald est membre fondateur du PCMLF. Ouvrier du bâtiment, il a monté sur les chantiers d'Aurillac un syndicat Rouge qui a laissé la CGT sans section syndicale dans le bâtiment.

un communiste délégué cfdt

FR: Dans ton usine les communistes marxistes-léninistes ont pris l'initiative de créer une section syndicale CFDT. Pourquoi ?

R: C'est à la suite de 2 grèves. Une première grève de travailleurs immigrés. Au cours de la grève, les communistes avaient des propositions concrètes que les ouvriers avaient acceptées, mais dont la CGT avait saboté l'application. Une deuxième grève, contre le travail en équipe, chez les O.P. Les O.S. y étaient associés, mais à nouveau, la CGT, en manipulant les O.P. avait semé la division et empêché nos propositions d'aboutir. Et pourtant la majorité des ouvriers les avait obligés à les accepter formellement. Au cours de ces 2 grèves, nous avions regroupés des jeunes travailleurs français et des immigrés, mais nous n'avions pas pu faire aboutir nos propositions.

FR: Après 2 expériences où nos propositions étaient justes, approuvées par les ouvriers, mais où la CGT parvenait à les saboter quand même, c'est la question de l'organisation pour la lutte revendicative qui se posait.

R: C'est ça. Il ne fallait pas que chacun retourne dans son coin ou prenne son compte. Nous avons d'abord proposé un bulletin d'O.S. puis on a vite vu que ce n'était pas suffisant comme forme d'organisation. C'est une véritable organisation syndicale qu'il fallait. Rentrer dans la CGT ? Dans l'usine après les grèves, c'est un syndicat coupé de la masse, surtout des ouvriers des

chaines. Constituer un comité de lutte ? Il y en a déjà eu dans l'usine, ça n'a jamais mené bien loin. On a donc décidé la création d'une section CFDT avec les ouvriers regroupés autour du bulletin. On a lancé la plate-forme revendicative, qui a été discutée et approuvée avec en plus des revendications propres à l'usine. C'est sur cette base que s'est créé la section CFDT, et non pas sur la base de la ligne de la CFDT. Aux élections, on a eu à 5% près les voix exemptées, et des camarades élus délégués.

FR: N'y avait-il pas danger de renfermer la ligne réformiste de la CFDT ? Comment l'avez-vous écarté ?

R: Nous n'avons jamais caché notre drapeau. Les ouvriers du syndicat savent qu'on est communiste, certains lisent Front Rouge, et ils sont d'accord pour accepter notre direction. De plus les communistes ne s'expriment pas que dans la CFDT. Des tracts Front Rouge sont distribués presque toutes les semaines et un bulletin marxiste-léniniste sort régulièrement dans l'entreprise.

FR: Comment la section syndicale va-t-elle se développer à la rentrée ?

R: On ne voulait pas utiliser les méthodes de la CGT à l'usine, les délégués dirigeant et les ouvriers suivent. On a mis sur pied un bureau du syndicat qui se réunit régulièrement et associe largement les ouvriers non délégués. Et le bulletin de lutte des O.S. est devenu le bulletin de la section syndicale. Pour la rentrée, nous allons faire des

propositions pour lesquelles nous nous battons dans le syndicat. Contre la Circulaire Fontanet, nous lutterons pour que la CFDT prenne une position très nette, mais en même temps, nous impulserons des organisations propres de lutte contre la Circulaire. Contre les cadences, nous proposerons une enquête pour avancer des mots d'ordre précis dans chaque atelier. Enfin nous engageons la critique de l'autogestion et de la CFDT, sur la base de son récent congrès, en luttant pour que la section adopte une position publique, car il faut que la section donne son avis à tous les travailleurs pas seulement à ceux qui sont organisés avec nous.

FR: En quoi la création de la section a-t-elle profité au développement du travail communiste dans l'usine ?

R: D'abord, cela a permis de développer l'initiative d'ouvriers qui étaient proches de nous auparavant. Ceux qui participent au bureau discutent de la plate-forme sur les chaînes, essayent de placer des cartes CFDT, d'intéresser de nouveaux ouvriers. Ce qui est sûr, c'est qu'en faisant des propositions concernant les revendications quotidiennes, un certain nombre de camarades dont nombre d'ouvriers qui acceptaient de discuter politique mais qui sentaient une certaine impuissance. Des ouvriers se rapprochent des marxistes-léninistes, y compris dans le syndicat CGT. Certains, engagés par notre travail syndical rejoignent l'organisation marxiste-léniniste.

FR: Les marxistes-léninistes appellent à mener la lutte à l'intérieur des syndicats, or il se trouve que sur les chantiers du bâtiment à Aurillac, ce n'est pas à l'intérieur des syndicats que tu as mené ton travail de communiste, mais dans le Syndicat Rouge du bâtiment, syndicat que vous avez monté vous-mêmes. N'y a-t-il pas là une contradiction ?

R: Absolument pas : quand les marxistes-léninistes défendent le mot d'ordre de travail dans les syndicats, c'est en partant des 2 faits suivants : d'une part les marxistes-léninistes pour faire pénétrer la perspective de la Révolution, doivent la lier indissolublement aux luttes immédiates des travailleurs ; d'autre part pour cette lutte les travailleurs se retrouvent pour la plupart d'entre eux dans le cadre ou autour des syndicats CGT ou CFDT dirigés par les réformistes et les révisionnistes du P.C.F. C'est à partir de ces 2 faits que pour les Communistes Marxistes Léninistes le problème du travail dans les syndicats est un problème décisif. Nous voulons arracher la classe ouvrière à l'influence du révisionnisme, et du réformisme ; révisionnistes et réformistes pour avancer leur objectif politique — le repliement de la société bourgeoise par la voie électorale — s'appuient sur les aspirations immédiates des travailleurs, sur leurs luttes revendicatives, et les syndicats sont le moyen privilégié pour faire passer leur ligne : à nous de pénétrer ces syndicats pour nous y opposer.

Aiguiller les contradictions qui naissent, et se développent, entre la ligne de trahison des syndicats et les aspirations des travailleurs, réclame d'être dans les syndicats pour pouvoir mobiliser les masses des travailleurs à partir de leurs luttes revendicatives contre

un communiste délégué cgt :

FR: Comment dans ton usine as-tu gagné la confiance des travailleurs ?

R: En nous montrant les meilleurs défenseurs des revendications des travailleurs face aux manœuvres de diversion des révisionnistes, et en étant capables d'amener des explications politiques. La première grève impulsée par les marxistes-léninistes qui aboutit à 100 F. d'augmentation pour tous, avant les élections, fut l'occasion d'organiser les ouvriers pour la lutte, mais aussi de lutter contre les tentatives des révisionnistes de saborder la grève. Les révisionnistes, mettaient en avant la jeunesse de leur syndicat GCT et le fait que les ouvriers devaient bien voter aux élections législatives. Ce fut l'occasion pour les marxistes-léninistes de dénoncer l'électorisme du P.C.F.-CGT, dénonciation qui sensibilisa les ouvriers surtout après les élections. Cette lutte a pu être dirigée par les marxistes-léninistes car nous avions mené avant une série de petites luttes contre les heures supplémentaires le samedi, en développant l'idée "qu'il faut augmenter le taux horaire et non faire des heures pour pouvoir joindre les 2 bouts", et contre les chefs, en ripostant en groupe à toute provocation.

FR: Comment est-tu devenu délégué syndical de la CGT ?

R: La CGT montait sa section syndicale. Les ouvriers connaissaient nos positions sur la ligne politique de la CGT, notre désaccord sur les revendications avancées par la direction de ce syndicat. Malgré cela, les travailleurs m'ont proposé comme délégué. J'ai été élu, pas simplement parce que j'étais un lutteur, mais aussi parce que nous étions capables de donner des explications aux ouvriers sur tous les événements qui se passaient dans l'usine et à l'extérieur.

FR: En quoi le fait d'être délégué des ouvriers dans la CGT renforce la liaison des marxistes-léninistes avec la classe ouvrière ?

R: Etre délégué des ouvriers, être leur représentant face au patron afin d'imposer les revendications des travailleurs assure un potentiel de confiance énorme de la part de l'ensemble des travailleurs. On n'est pas seulement un lutteur un oars qui parle bien, qui explique bien, mais surtout celui qui représente les travailleurs. Le potentiel de confiance est accru considérablement et par là nos explications sont plus rapidement comprises par les gars. En plus le poste de délégué est une place privilégiée pour repérer les manœuvres des syndicats pendant les luttes, les révéler aux travailleurs que



cette ligne et les chefs qui l'impulsent. Travailler dans ces syndicats, c'est la position de principe des marxistes-léninistes, c'est ce qui nous guide y compris quand nous appelons à constituer l'Opposition Syndicale Révolutionnaire (O.S.R.).

FR: Tu veux dire que la création de Syndicats Rouges locaux n'est absolument pas à l'ordre du jour de manière générale ?

R: Exactement. Si on regarde, particulièrement depuis 1968 des expériences qui ont été faites, entre autres par les marxistes-léninistes sur la ligne "des comités de base partout", cela consistait à organiser en dehors des syndicats les travailleurs. Qui était dans ces organisations ? Un nombre vraiment très minimes d'ouvriers, sauf au moment où se déroulait une lutte précise. Une telle organisation de lutte très minoritaire par rapport à la masse des travailleurs sous l'influence des syndicats était absolument impuissante à arracher à l'influence du réformisme, même des franges de la classe ouvrière. C'est d'ailleurs dans le fond la même démarche qui était suivie par ceux qui à l'intérieur des syndicats y menaient un travail avec pour seul but de gagner quelques travailleurs au marxisme-léninisme quitte à se faire exclure rapidement du syndicat et à s'organiser de manière extérieure et marginale par rapport à la lutte quelques contacts.

Tu vois, la question du travail à l'intérieur des syndicats ne se posait donc pas pour nous, non pas parce que des camarades étaient exclus de la CGT, ce qui n'est pas suffisant à lui seul et qui est déjà arrivé dans pas mal

de endroits, mais surtout parce que la CGT était dès cette époque largement discréditée. Discréditée au point, plus de 3 ans après, de n'avoir toujours pas réussi à se reconstruire, malgré les efforts persévérants de l'Union Locale.

FR: Mais aujourd'hui, si les marxistes-léninistes vont dans les syndicats avec une ligne conséquente, ils devront affronter les blocs de barrage de la CGT et aussi de la CFDT. Maitre l'a bien dit à son dernier congrès.

R: Bien sûr ! C'est à nous d'être suffisamment efficaces dans notre travail

nous mobilisons aussi contre la ligne de trahison des délégués CGT, éclairant par là, la ligne politique du syndicat, ses manœuvres sur la boîte.

FR: Quels avantages pour le travail politique ?

R: Justement ce qui fait la force des militants marxistes-léninistes c'est de lier travail revendicatif et travail communiste. Etre capable d'organiser, de mener la lutte sur la base des revendications fondamentales des ouvriers et en même temps de donner des explications sur le sens de la lutte menée. Le délégué n'est pas simplement celui qui s'occupe des affaires des gars, mais aussi celui qui est capable de défendre et de faire pénétrer ses idées politiques. Aussi nous sommes intervenus au cours des 8 mois sur les élections, contre la Circulaire Fontanet. Nous avons soutenu les différentes interventions des CIP. La vente de Front Rouge est organisée ainsi que la discussion sur certains articles. Les marxistes léninistes interviennent de manière autonome par un bulletin. Nous allons mettre sur pied un cercle ouvrier marxiste léniniste qui nous permettra de dépasser le stade de courant de sympathie pour le transformer en force matérielle. Car sans organisation, pas de consolidation du travail.

FR: Comment est-tu devenu délégué syndical de la CGT ?

R: La CGT montait sa section syndi-



calé. Les ouvriers connaissaient nos positions sur la ligne politique de la CGT, notre désaccord sur les revendications avancées par la direction de ce syndicat. Malgré cela, les travailleurs m'ont proposé comme délégué. J'ai été élu, pas simplement parce que j'étais un lutteur, mais aussi parce que nous étions capables de donner des explications aux ouvriers sur tous les événements qui se passaient dans l'usine et à l'extérieur.

FR: En quoi le fait d'être délégué des ouvriers dans la CGT renforce la liaison des marxistes-léninistes avec la classe ouvrière ?

R: Etre délégué des ouvriers, être leur représentant face au patron afin d'imposer les revendications des travailleurs assure un potentiel de confiance énorme de la part de l'ensemble des travailleurs. On n'est pas seulement un lutteur un oars qui parle bien, qui explique bien, mais surtout celui qui représente les travailleurs. Le potentiel de confiance est accru considérablement et par là nos explications sont plus rapidement comprises par les gars. En plus le poste de délégué est une place privilégiée pour repérer les manœuvres des syndicats pendant les luttes, les révéler aux travailleurs que

FR: Mais aujourd'hui, si les marxistes-léninistes vont dans les syndicats avec une ligne conséquente, ils devront affronter les blocs de barrage de la CGT et aussi de la CFDT. Maitre l'a bien dit à son dernier congrès.

R: Bien sûr ! C'est à nous d'être suffisamment efficaces dans notre travail



PROBLEMES DU TRAVAIL REVOLUTIONNAIRE

L'adoption d'une plate-forme revendicative reflétant les aspirations des travailleurs marque un pas important dans la précision de nos objectifs tactiques.

Cette plate-forme n'est pas une copie améliorée des revendications réformistes, ce n'est pas une surenchère aux syndicats parce que ce sont les syndicats qui aujourd'hui sont en-dessous de la hausse du coût de la vie, 1000 F en Mai 68, cela veut dire aujourd'hui 1500 F pour 40 heures.

Cette plate-forme n'est pas l'aboutissement d'une démarche dogmatique, d'un travail en "vase clos" de quelques "spécialistes". Cette plate-forme survient à un moment où les revendications des travailleurs en lutte entrent en contradiction plus aigüe avec les propositions réformistes, elle est le

fruit des assemblées ouvrières que les marxistes-léninistes ont tenu, des discussions qu'ils ont eues dans leurs usines, dans les luttes, elle reflète ce pour quoi les ouvriers se sont battus dans la dernière période : 1500 F sur la base de 40 H comme à Peugeot St-Etienne, comme à Citroën Reims, suppression des salaires au rendement comme à Jaeger Caen...

Avec la plate-forme revendicative, les marxistes-léninistes possèdent une nouvelle arme pour se lier aux masses ; élaborées à partir des justes aspirations des masses, cette plate-forme doit en retour devenir l'arme de la classe ouvrière en lutte contre la paupérisation. La question décisive qui se pose pour les marxistes-léninistes c'est : "Comment se saisir de cette plate-forme pour avancer dans la liaison avec les masses ?" Avec la question de la plate-forme revendicative comme avec tout objectif tactique c'est la question de la liaison de l'avant-garde aux masses qui est posée.

Aujourd'hui pour les marxistes-léninistes, la question des luttes revendicatives est une question politique. Il s'agit, en engageant la lutte contre les conséquences de l'exploitation capitaliste, en gagnant dans cette lutte la confiance des masses, d'ouvrir la perspective de supprimer cette exploitation elle-même, par la Révolution Proletarienne. Il s'agit aussi, en disputant la direction des masses aux révisionnistes et aux réformistes qui ignorent les revendications pressantes de la classe ouvrière, de montrer comment ils abandonnent leurs positions sur cette question à leur perspective de gérants loyaux du capitalisme ; comment au contraire, les révolutionnaires qui expriment les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière, sont pour cette raison en mesure d'exprimer et de défendre aussi les aspirations immédiates. Par exemple lorsque les révisionnistes parlent de l'intensification

et de savoir passer les compromis nécessaires pour empêcher les chefs réformistes de réussir leurs manœuvres.

Chefs de la CGT et de la CFDT prétexteront notre appartenance politique pour tenter de nous exclure ; mais si dans notre travail en même temps que nous avançons nos perspectives Révolutionnaires nous sommes capables de les lier effectivement à la lutte revendicative, si en même temps que nous dénonçons la ligne politique des syndicats nous sommes capables de révéler comment cette ligne explique l'attitude des directions syndicales dans la lutte revendicative, alors le travail de sapes des chefs syndicaux sera déjà bien plus difficile. S'ils nous excluent ce ne sera pas sans dommage pour le syndicat, nombre de travailleurs jugeant notre travail, s'opposeront à cette exclusion. S'ils dissolvent la section parce que nous la contrôlons, nous mobiliserons les travailleurs pour aller manifester devant l'Union Locale, pour exiger que soit rapportée cette mesure de dissolution.

Et si les exclusions ou la dissolution réussissent malgré cela, nous devons non seulement organiser les travailleurs nous ferons confiance, comme nous l'avons fait par exemple avec le Syndicat Rouge à Aurillac ; mais surtout, si le syndicat CGT (ou CFDT) survit ou se reconstruit, nous devons envoyer à nouveau des camarades pour y mener le travail communiste. Ces camarades dans leur travail dans le syndicat devront entre autre réclamer que soit rapporté la mesure d'exclusion, que soient réintégrés les travailleurs victimes de la scission précédente, même

la plate-forme revendicative, une arme aux mains des m.l. pour avancer dans leur liaison avec les masses

du travail, c'est toujours pour réclamer que les gains de "productivité" (le facteur des cadences restant dans l'ombre) soient partagés "entre le patron et l'ouvrier" ; exactement la position patronale qui, tout en poussant les cadences et en se réjouissant des "résultats économiques" admet qu'il devrait y avoir "plus de justice dans la distribution". Les révisionnistes montrent bien leur souci que le capitalisme fonctionne au mieux. Les marxistes-léninistes, eux, connaissent la révolte des travailleurs devant leurs conditions de travail insupportables. Avec eux et à leur tête, ils exigent la suppression du salaire au rendement pour tout de suite. Et ils ouvrent la perspective d'une société socialiste, où les normes de travail seront décidées par la classe ouvrière elle-même en fonction de ses intérêts d'ensemble et de intérêts des travailleurs de chaque usine.

La démarche communiste consiste précisément à se saisir de la plate-forme revendicative pour intervenir dans la lutte de classe dans chaque entreprise. A Bourgogne Electronique Dijon, les marxistes-léninistes se sont saisis d'un accident du travail (intoxication) pour convoquer une assemblée ouvrière, pour amener la plate-forme revendicative pour déterminer avec les ouvriers les revendications plus spécifiques à l'usine. A Rhodia Belle Etoile Lyon, les marxistes-léninistes ont déterminé avec les ouvriers un cahier de revendications, pour préparer et organiser les luttes ils rédigent avec les ouvriers une feuille d'entreprise. A la C.F.E.M. Fos nos camarades n'ont pas pris la plate-forme revendicative d'un bloc, ils ont commencé à mettre en avant des revendications de la plate-forme revendicative nationale en fonction des points sensibles dans l'usine, les ouvriers sont entrés en lutte sur ces revendications. Sur tous ces points où les marxistes-léninistes ont été à l'offensive dans le travail de masse, la liaison avec la classe ouvrière s'est considérablement renforcée, la plate-forme revendicative a commencé à être une arme aux mains des travailleurs pour unifier leurs luttes, pour éviter la récupération de ces luttes par les réformistes. Il s'agit aujourd'hui de passer de l'organisation de centaines d'ouvriers à l'organisation de milliers d'ouvriers. L'expérience du Parti Bolchévique prouve que c'est à partir du moment où les bolchéviques ont pris en main la lutte revendicative que la liaison avec les masses a franchi un pas décisif. C'est ce pas décisif qu'il s'agit pour l'avant-garde marxiste-léniniste de franchir aujourd'hui avec la plate-forme revendicative.

FR: Pourquoi l'OSR n'organiserait-elle pas dans de tels cas la solidarité aux grévistes avec collecte, campagne d'explications et manifestations de soutien ?

R: Ces questions de l'organisation des travailleurs pour la lutte revendicative, du travail à l'intérieur des syndicats se posent dans de nombreuses entreprises ; il existe des syndicalistes révolutionnaires pas seulement dans les entreprises où sont présents des marxistes-léninistes. Il est possible et nécessaire de coordonner l'activité des syndicalistes révolutionnaires dans ces entreprises, c'est même la condition pour que cette activité progresse et s'étende à d'autres usines. C'est de cette nécessité que vient notre appel à organiser l'OPPOSITION SYNDICALE REVOLUTIONNAIRE (O.S.R.).

Une telle organisation pourra impulser un certain nombre de campagnes nationales ; par exemple à l'appel de FR a été élaboré et adopté dans de nombreuses assemblées ouvrières une plate-forme revendicative ;

Pourquoi l'OSR ne reprendrait-elle pas à son compte une telle plate-forme et n'organiserait pas des campagnes pour la populariser, des luttes pour la faire aboutir ?

Par exemple lors de la grève de Peugeot, grève exemplaire pour les revendications déposées par les travail-

leurs, pour leur détermination, l'isolement de cette lutte entretenue par les syndicats a permis à la bourgeoisie de contraindre les travailleurs à reprendre le travail sans satisfaction de leurs revendications après 6 semaines de lutte ; pourquoi l'OSR n'organiserait-elle pas dans de tels cas la solidarité aux grévistes avec collecte, campagne d'explications et manifestations de soutien ?

FR: C'est de cette manière que pourra se dégager un pôle révolutionnaire pour mener le travail syndical.

FR: Qui est appelé à participer à cette OSR ?

R: Cela concerne d'abord les syndicalistes révolutionnaires, qui dans les syndicats s'opposent aux directions CGT et CFDT, à leur ligne, qui mènent le combat pour empêcher ces directions de faire dévier la lutte des travailleurs vers leurs objectifs réformistes. Mais cela concerne aussi les syndicats Rouges locaux, les Comités de lutte qui sont nés après des mesures scissionnistes des chefs CGT et CFDT, comme notre Syndicat Rouge à Aurillac par exemple. Pour nous cette perspective de l'OSR est importante : un des points faibles du Syndicat Rouge local c'est justement son manque de perspective, la difficulté qu'il a d'insérer dans le cadre national de la lutte de classe en France, les luttes qu'ils mènent et particulièrement son combat contre la main-mise du réformisme sur le mouvement syndical ; avec l'OSR, cet obstacle est levé et cela doit permettre d'organiser plus largement encore les travailleurs dans le Syndicat Rouge.

ne se concrétiser pas là où les communistes sont présents.

... MAIS LA FAIRE RENTRER DANS LA VIE EN L'ADAPTANT A CHAQUE SITUATION DE LA LUTTE DE CLASSE...

La démarche communiste consiste précisément à se saisir de la plate-forme revendicative pour intervenir dans la lutte de classe dans chaque entreprise. A Bourgogne Electronique Dijon, les marxistes-léninistes se sont saisis d'un accident du travail (intoxication) pour convoquer une assemblée ouvrière, pour amener la plate-forme revendicative pour déterminer avec les ouvriers les revendications plus spécifiques à l'usine. A Rhodia Belle Etoile Lyon, les marxistes-léninistes ont déterminé avec les ouvriers un cahier de revendications, pour préparer et organiser les luttes ils rédigent avec les ouvriers une feuille d'entreprise. A la C.F.E.M. Fos nos camarades n'ont pas pris la plate-forme revendicative d'un bloc, ils ont commencé à mettre en avant des revendications de la plate-forme revendicative nationale en fonction des points sensibles dans l'usine, les ouvriers sont entrés en lutte sur ces revendications. Sur tous ces points où les marxistes-léninistes ont été à l'offensive dans le travail de masse, la liaison avec la classe ouvrière s'est considérablement renforcée, la plate-forme revendicative a commencé à être une arme aux mains des travailleurs pour unifier leurs luttes, pour éviter la récupération de ces luttes par les réformistes. Il s'agit aujourd'hui de passer de l'organisation de centaines d'ouvriers à l'organisation de milliers d'ouvriers. L'expérience du Parti Bolchévique prouve que c'est à partir du moment où les bolchéviques ont pris en main la lutte revendicative que la liaison avec les masses a franchi un pas décisif. C'est ce pas décisif qu'il s'agit pour l'avant-garde marxiste-léniniste de franchir aujourd'hui avec la plate-forme revendicative.

FR: Pourquoi l'OSR n'organiserait-elle pas dans de tels cas la solidarité aux grévistes avec collecte, campagne d'explications et manifestations de soutien ?

R: Ces questions de l'organisation des travailleurs pour la lutte revendicative, du travail à l'intérieur des syndicats se posent dans de nombreuses entreprises ; il existe des syndicalistes révolutionnaires pas seulement dans les entreprises où sont présents des marxistes-léninistes. Il est possible et nécessaire de coordonner l'activité des syndicalistes révolutionnaires dans ces entreprises, c'est même la condition pour que cette activité progresse et s'étende à d'autres usines. C'est de cette nécessité que vient notre appel à organiser l'OPPOSITION SYNDICALE REVOLUTIONNAIRE (O.S.R.).

Une telle organisation pourra impulser un certain nombre de campagnes nationales ; par exemple à l'appel de FR a été élaboré et adopté dans de nombreuses assemblées ouvrières une plate-forme revendicative ;

Pourquoi l'OSR ne reprendrait-elle pas à son compte une telle plate-forme et n'organiserait pas des campagnes pour la populariser, des luttes pour la faire aboutir ?

Par exemple lors de la grève de Peugeot, grève exemplaire pour les revendications déposées par les travail-

leurs, pour leur détermination, l'isolement de cette lutte entretenue par les syndicats a permis à la bourgeoisie de contraindre les travailleurs à reprendre le travail sans satisfaction de leurs revendications après 6 semaines de lutte ; pourquoi l'OSR n'organiserait-elle pas dans de tels cas la solidarité aux grévistes avec collecte, campagne d'explications et manifestations de soutien ?

FR: C'est de cette manière que pourra se dégager un pôle révolutionnaire pour mener le travail syndical.

FR: Qui est appelé à participer à cette OSR ?

R: Cela concerne d'abord les syndicalistes révolutionnaires, qui dans les syndicats s'opposent aux directions CGT et CFDT, à leur ligne, qui mènent le combat pour empêcher ces directions de faire dévier la lutte des travailleurs vers leurs objectifs réformistes. Mais cela concerne aussi les syndicats Rouges locaux, les Comités de lutte qui sont nés après des mesures scissionnistes des chefs CGT et CFDT, comme notre Syndicat Rouge à Aurillac par exemple. Pour nous cette perspective de l'OSR est importante : un des points faibles du Syndicat Rouge local c'est justement son manque de perspective, la difficulté qu'il a d'insérer dans le cadre national de la lutte de classe en France, les luttes qu'ils mènent et particulièrement son combat contre la main-mise du réformisme sur le mouvement syndical ; avec l'OSR, cet obstacle est levé et cela doit permettre d'organiser plus largement encore les travailleurs dans le Syndicat Rouge.

Enfin pour conclure, puisque tu me demandais qui est appelé à participer à l'OPPOSITION SYNDICALE REVOLUTIONNAIRE je voudrais appeler les travailleurs lecteurs de Front Rouge, qui dans l'entreprise cherchent à développer un travail syndical révolutionnaire, et sont intéressés par le projet de l'OSR de nous écrire. Nous prenons rendez-vous pour la constitution de cet OSR après les congés.

pour la formation de l' "opposition syndicale révolutionnaire"

interview d'andré roustan
membre-fondateur du p.c.m.l.f.
fondateur du Syndicat Rouge du Bâtiment d'Aurillac

LIP malgré le trompe-l'oeil de l'autogestion les ouvriers poursuivent leur lutte !

• Toute la publicité autour de l'autogestion cherche entre autres, à faire oublier l'essentiel : contre quoi se battent les ouvriers de LIP ?

Avant tout contre un plan de restructuration, ce qui signifie pour eux : ou bien chômage ou bien déqualification, reclassement, bref aggravation de leurs conditions de vie et de travail.

Le plan saisi par les ouvriers lors de la séquestration prévoit en particulier : la liquidation de la mécanique, c'est-à-dire d'une grande partie des 700 OP de la boîte ; et d'autre part, la suppression des avantages acquis : suppression de la mensualisation pour les 400 O.S., suppression de la garantie d'augmentation annuelle de 4,5 %. Le but est clair : transformer l'usine LIP où il y a encore tout un travail qualifié de montage fait par des ouvriers-horlogers, en un bagne capitaliste, parcelliser et intensifier le travail au maximum pour obtenir, face à la concurrence, le maximum de profits. Depuis des années, toute l'industrie horlogère en Franche-Comté, comme en Suisse, se restructure de cette façon. Rien qu'en Suisse, depuis 1971, 5000 ouvriers de l'horlogerie ont été licenciés.

A Besançon même, toute une série de petites boîtes d'horlogerie ont fermé ou vont le faire. Par contre, l'usine KELTON est l'image même de la façon dont les capitalistes entendent restructurer l'horlogerie : récemment "restructurée", elle exploite au moins autant d'ouvriers que LIP. Mais parmi eux, l'écrasante majorité est formée d'OS pratiquement toutes de très jeunes ouvrières (entre 16 et 21 ans) filles ou femmes de paysans pauvres, obligées de chercher à l'usine de quoi survivre, pour ces ouvrières au moins 1 h à 2 h de transport chaque jour. A l'intérieur, c'est le salaire au rendement, les cadences insupportables, les évènements quotidiens, les salaires inférieurs le plus souvent à 1000 F. par mois.

• La riposte des ouvriers de LIP à ce plan de licenciement a été très ferme : malgré les manœuvres de la CFDT (tenue par des PSU autogestionnaires) ils ont organisé la séquestration des administrateurs, affronté avec détermination l'agression des flics. Et surtout leur résistance, a rencontré la plus large solidarité dans toute la classe ouvrière de Besançon. A la manifestation du vendredi 15 juin, 10000 ouvriers sont descendus dans la rue, venus de la plupart des boîtes de la ville. Cela ne s'était jamais vu, depuis la libération. Tous solidaires de leurs camarades face à la violence de la bourgeoisie, face aussi, à la menace grandissante des "restructurations", du chômage qui pèse non seulement sur les ouvriers de l'horlogerie, mais aussi sur d'autres secteurs.

La bourgeoisie a tenté de passer, par la violence, cette solidarité. Mais, dans centaines d'ouvriers, y compris de LIP, ont fait face résolument aux flics, dans la soirée de vendredi 15.

• Pour éousser la combativité des travailleurs, pour distordre la solidarité autour de LIP, la bourgeoisie a dû avoir recours à une tactique plus détournée, durant tout le week-end, la CFDT a recherché, à huit clos, les moyens de "tenir les choses en mains". Face à la détermination, à la solidarité des travailleurs, il s'agissait de trouver une contre-proposition réformiste, pacifiste, démobilitatrice, mais assez spectaculaire, toutefois pour faire illusion, pour emporter, un temps, l'adhésion. Un moment, il fut question de lancer une grève de la faim. Ce fut l'autogestion qui l'emporta.

• Ainsi, à l'assemblée de lundi, la CFDT de l'usine fit reluire tout de go, son plan d'autogestion de l'usine et le présente habilement : "Qu'est-ce qu'on va faire maintenant ? La mobilisation a atteint un stade qu'on ne pourra pas dépasser". Il était fin prêt dans tous ses détails : il ne s'agissait plus de désigner qui irait dans telle ou telle ou telle "commission".

• Pour dégonfler un peu cette baudruche, il faut d'abord voir ce qu'il en est dans la réalité.

Et d'abord le mythe de l'usine où "mille cerveaux travaillent". En fait, il n'y a jamais eu plus de 60 ouvriers au travail (sur les 1100) : un atelier chargé d'accomplir les ultimes opérations de montage de montres déjà achevées pour l'essentiel (mettre les bracelets, fermer les boîtiers).

Ensuite le mythe de la suppression des cadences : en fait, même pour ce seul atelier, les rythmes de travail sont intenses, beaucoup plus qu'avant l'autogestion. En effet, les ouvriers sont soumis à "l'urgence" des commandes qui affluent. Et pas question de s'y dérober, puisque maintenant c'est, so-disant, pour eux qu'ils produisent...

Enfin la "démocratie ouvrière" : au début (jusqu'à la fin juin), l'assemblée générale se tenait le matin à 8 h (arrivée des cars à 7 h). Puis à 14 h pour maintenir les ouvriers plus longtemps sur place. 2 ou 3 délégués CFDT au micro font un compte rendu et ont adopté les propositions qu'ils ont élaborées directement ou par le biais du comité d'action. En effet, le C.A., exalté par certains comme permettant "à la masse des travailleurs de s'exprimer" s'est révélé comme un simple appendice "démocratique" de la CFDT. Le C.A. s'est d'ailleurs pleinement accordé avec la CFDT sur un "bilan".

En fait de démocratie ouvrière, les tenants de la ligne réformiste se donnent tous les moyens d'imposer leur point de vue. Quand une délégation d'ouvriers de la CEDIS conduite par les marxistes-léninistes a voulu prendre la parole devant l'A.G. pour dénoncer la restructuration capitaliste, contre laquelle ils luttent, eux aussi, les syndicalistes installés à la tribune ont dressé toutes sortes d'obstacles. "Qu'est-ce que tu vas dire ?", "C'est pas



Les ouvriers de la Cedis mobilisés pour le soutien aux grévistes de LIP.

syndical", "Surtout il faut faire attention". Quand les ouvriers ont demandé à voir la chaîne de montage, on leur a refusé : "Ils sont débordés, il faut laisser les ouvriers tranquilles". Même censure, (de la CFDT) lorsque des ouvrières ont voulu dénoncer publiquement la CGT qui les avait envoyées en délégation à Renault Billancourt et leur avait interdit, de fait, de prendre la parole. Plus brutalement encore, dans les premiers jours de l'occupation, les ouvriers qui discutaient avec les marxistes-léninistes ont été menacés de cassage de gueule par la CFDT. Cependant que des cadres, restés là pour espionner, leur promettaient un licenciement immédiat dès la reprise du boulot.

• Une fois le mythe de "l'autogestion" dégonflé, sa fonction politique apparaît orogément : tentative de démobilitation de la classe ouvrière et bonne affaire pour les capitalistes.

D'abord, la volonté de lutte, l'énergie même des ouvriers de LIP a été dévoyée soit vers la production, soit vers des tâches "d'accueil". Et ils s'en sont peu à peu, à juste titre, détournés. Surtout, ils ont été dispersés, épuisés, dans d'innombrables voyages de délégations aux quatre coins du pays, où ils servaient la plupart du temps de faire-valoir aux bonzes syndicaux locaux (comme à Renault) ou plus simplement de voyageurs de commerce. D'ailleurs le panneau qui trône à l'entrée de LIP ce n'est pas "non aux licenciements", mais "c'est possible, on vend".

L'autogestion a servi aussi d'obstacle à l'organisation de la solidarité ouvrière. Dans un premier temps beaucoup de délégations d'ouvriers des boîtes de Besançon sont venues à LIP. Mais la seule perspective qui leur était offerte était... d'acheter une montre. "C'est pas marrant de venir pour ne donner qu'un billet de 100 F." confiaient beaucoup de travailleurs. Bien plus, les syndicats ont fait le silence sur la restructuration de "Montjura" (117 travailleurs jetés à la rue). Ils n'ont rien fait pour relier ces licenciements (et la fermeture de 2 autres petites boîtes) à la lutte chez LIP.

Par contre, pour les capitalistes c'est une excellente affaire : la CFDT, au

départ, laissait entendre qu'avec l'autogestion, le profit disparaissait. Il n'en est rien ! Pour l'essentiel, le processus capitaliste continue : les salaires sont versés au taux habituel. Et les montres sont vendues au prix d'usine habituel.

Dans la mesure où ils récupèrent le produit des ventes, les capitalistes qui rachèteront LIP n'auront rien perdu à cet intermédiaire (les seuls qui y perdront sont les représentants et les commerçants qui s'accaparaient une partie de la plus value). Au fond, c'est un dumping, mais qui ne coûte rien, à l'industriel !

Bien plus, l'opération "autogestion" a permis d'écouler à un rythme inespéré (2 à 3 fois supérieur au rythme habituel !) la production. De surcroît, elle a fait une publicité énorme et entièrement gratuite, pour la marque LIP !

• Si l'opération autogestion a pris une telle ampleur, si la bourgeoisie a orchestré ce point la publicité autour d'elle à l'échelon du pays, c'est qu'il s'agissait d'employer des grands moyens pour faire face à une puissante combativité. Mais, malgré son envergure, cette opération de diversion ne peut avoir qu'un temps. Assurément, beaucoup d'ouvriers parmi les plus combattifs se sont détournés de l'opération autogestion, restent chez eux ou sont partis en congé. Mais ils restent ferme sur leurs

3 MOIS DE LUTTE POUR L'ABROGATION DE LA CIRCULAIRE FONTANET

En promulguant la circulaire Fontanet qui livre pieds et poings liés les travailleurs immigrés au bon vouloir du patronat, et de la police, à quoi visait la bourgeoisie ? A briser les luttes engagées depuis quelques années par la classe ouvrière, avec à sa tête ses couches les plus exploitées, auxquelles les travailleurs immigrés participent de plus en plus activement. Combinée avec d'autres mesures de répression, la circulaire Fontanet est la pièce maîtresse d'une offensive anti-ouvrière.

Les réformistes du PS et du P.C.F. et les directions syndicales CGT et CFDT applaudissaient à cette mesure reprise de leurs suggestions du "programme commun" : les spontanistes encourageaient de la voix et du geste les mouvements locaux de grève de la faim, témoignages de la volonté de lutte des travailleurs immigrés, mais dénués de perspective politique. D'autres encore n'y voyaient qu'un des aspects parmi d'autres de la politique de l'immigration.

Les marxistes-léninistes de FRONT ROUGE pour leur part, ont souligné d'emblée le sens de classe de la circulaire Fontanet, son caractère décif dans la situation actuelle. Et les menaces d'expulsion contre les grévistes immigrés de Flins et de Reims n'ont pas tardé à nous donner raison. Aussi avons nous souligné d'emblée la nécessité d'engager une grande bataille politique, prolongée, à l'échelle nationale, réunissant travailleurs français et immigrés, pour l'abrogation de la circulaire Fontanet.

Trois mois plus tard où en sommes nous ? Désormais, la nécessité d'une coordination des comités locaux pour l'abrogation se faisait vivement sentir et c'est ce qui devait se réaliser le 6 mai, pas tardé à nous donner raison. Aussi avons nous souligné d'emblée la nécessité d'engager une grande bataille politique, prolongée, à l'échelle nationale, réunissant travailleurs français et immigrés, pour l'abrogation de la circulaire Fontanet.

LES PREMIERS PAS D'UNE BATAILLE DE CLASSE
Alors que le mouvement des grèves de la faim pour l'obtention des papiers

ne contre la circulaire (Margoline, Unélec) ; par l'action des Comités pour l'abrogation, la bourgeoisie vient d'opérer un premier recul tactique. C'est ainsi que les mesures Gorse permettent la régularisation d'un certain nombre de travailleurs actuellement en France, visant à désamorcer le facteur de mécontentement le plus immédiat. Tout en mettant ces mesures à profit, il faut veiller à ce que leur application soit la plus large et la plus effective possible. Mais surtout il ne faut pas perdre de vue que la circulaire reste en application, que son caractère de loi anti-grève est resté absolument inchangé ; il faut poursuivre la lutte pour son abrogation.

DE NOUVELLES PERSPECTIVES DE LUTTE
EN AVANT VERS LES CACF D'USINE.

Dans la situation où les luttes de la classe ouvrière tendent à se développer indépendamment des révisionnistes et où la bourgeoisie intensifie pour cette raison sa politique de répression à leur égard, la lutte pour l'abrogation de la circulaire Fontanet est appelée à prendre de plus en plus sa véritable dimension à se lier de plus en plus intime-



LA SITUATION AUJOURD'HUI
Inquiété par le mouvement spontané de protestation des travailleurs immigrés, par les premières grèves d'usi-

IVRY mobilisation contre l'assassinat et les agressions racistes

Pour riposter à l'assassinat raciste de Fernando Ramos, ouvrier portugais, et aux multiples agressions contre les ouvriers immigrés (voir FR n° 79) le CACF d'Ivry-Vitry a organisé une campagne d'information, d'explication et de mobilisation parmi les travailleurs.

Avec banderoles, panneaux, nous avons multiplié les prises de parole munis d'un haut parler : ainsi, c'est plusieurs petits meetings qui se sont tenus sur 4 marchés, dans une cité ouvrière. Chaque fois, en même temps que sont distribués nos tracts, la collecte pour la famille de Ramos et les ouvriers blessés est organisée dans un drapeau rouge. Une motion de protestation circule. En 2 jours, nous avons pu recueillir 450 F. et plus de 100 signatures. Nous sommes également intervenus à la porte de boîtes et dans des foyers avoisinant Ivry-Vitry.

Sur les marchés, des travailleurs nous demandent des tracts pour les diffuser dans leurs foyers. Certains vont chercher leurs amis qui font leurs achats pour la faire participer à la collecte et à la discussion. Des enfants, envoyés par leurs parents, viennent chercher les tracts et apportent de l'argent. Des

Correspondant Ivry.

OCTOBRE
"le trotskisme contre la révolution prolétarienne"
n° 2 est paru
passez vos commandes à
C. REY 240 av Th Braun
69 400 Villefranche
le numéro
6 F. en timbres
port compris

Correspondant Besançon 22.7.73

conclusions de leur échec électoral, tentent une opération démographique en réclamant à leur tour "l'abrogation de la circulaire". Cependant, ces hypocrites maintiennent intact leur projet de "contrôle de l'immigration"... en parfaite harmonie avec cette même circulaire. Leurs mensonges sont voués à l'échec.

ment aux luttes revendicatives en cours. C'est pourquoi les marxistes-léninistes appellent la classe ouvrière, en s'appuyant sur la plate-forme revendicative du CACF, à constituer des comités pour l'abrogation dans les usines mêmes. C'est le but que visaient les journées nationales d'action des 8.9.10 juin, qui ont effectivement permis de multiplier les contacts à la base et de jeter les bases des premiers CACF d'usine. Ce mouvement doit se poursuivre. Pour cela, examiner partout avec les militants ou sympathisants ouvriers des CACF le travail au niveau de leur usine, voir la possibilité de réunir quelques ouvriers de cette entreprise en vue de discuter de la plate-forme revendicative des CACF. Etablir sur cette base un cahier de revendications précis énonçant les revendications plus urgentes et présentes dans l'usine, jointes au mot d'ordre d'abrogation de la circulaire Fontanet, de la

Parallèlement à cela, entreprendre une action persévérante à la porte des usines et aussi sur les chantiers du bâtiment : diffusion de la plate-forme revendicative, appel à la constitution de cahiers de revendication etc... Evidemment ce travail serait vain et d courte durée s'il n'était pas lié étroitement à la poursuite du travail d'explication et de propagande politique concernant les différents aspects de la circulaire Fontanet.

Concernant le logement, la coordination a souligné qu'il existe sur ce terrain des foyers, cités de transit, garnis, etc tout un travail à développer sur nos mots d'ordre, à engager des luttes sur les loyers excessifs, pour les libérés dans les foyers, pour le statut de locataires, pour l'aménagement correct des foyers et cités et ceci en liaison étroite avec le mot d'ordre d'abrogation de la circulaire Fontanet. Pour ce travail, à adapter sensiblement les mêmes moyens que dans les usines.

De cette manière, en se portant sur les lieux-mêmes de l'exploitation, la bataille de classe pour l'abrogation doit prendre une nouvelle dimension.

AVANCER DANS L'UNITE REVOLUTIONNAIRE POUR L'ABROGATION DE LA CIRCULAIRE
Au moment où la bourgeoisie inten-

sifie ses campagnes racistes et sa répression contre les travailleurs immigrés, il faut réaliser l'union de tous ceux qui sont décidés à défendre les libertés démocratiques utiles à la classe ouvrière pour mener son combat. Tel est le sens des propositions unitaires faites par les CACF à la coordination mise en place par les Comités Français Immigrés de Lyon. Les marxistes léninistes souhaitent qu'à l'exemple du 19e arrondissement de Paris, cette volonté d'unité aboutisse à une réelle fusion des 2 mouvements.

RENFORCER LE CARACTERE NATIONAL DU MOUVEMENT

Tout en réalisant des mobilisations d'ensemble, comme le 1er mai, et les 8, 9 et 10 juin, les CACF ont mené un certain nombre de mouvements locaux pour l'obtention de cartes de travail, contre les expulsions etc... Ce qu'il faut aujourd'hui, c'est que chaque lutte locale tant soi peu importante, chaque mesure répressive de la bourgeoisie, chaque attentat raciste reçoive une riposte d'ensemble. Que chaque lutte locale, loin de rester isolée, soit l'occasion d'une mobilisation générale.

A ces conditions, nous ferons reculer la bourgeoisie pas à pas, jusqu'à l'abrogation de la circulaire.

Les Communistes Marxistes-Léninistes de France, qui entendent disputer effectivement le terrain au révisionnisme et se placer à la tête de la lutte des masses, sont déterminés à remplir leur devoir dans ce but.

Constituons partout des C.A.C.F. d'usine :
Poursuivons la lutte jusqu'à l'abrogation de la circulaire anti-grève !

comment le travail d'un c.a.c.f. de quartier débouche sur un c.a.c.f. d'usine un sondage de l'i.f.o.p. bien révélateur

Il y a 4 mois sur la base de la solidarité qui s'était manifesté dans une cité de travailleurs immigrés de notre quartier, à une grève de la faim contre la circulaire Fontanet, nous avons très rapidement fondé un CACF qui a regroupé un nombre important de travailleurs immigrés et de jeunes ouvriers français. Très vite, des travailleurs immigrés ont proposé de développer dans leurs usines la propagande du CACF.

C'est ainsi que sur une usine, un travailleur immigré du CACF de notre quartier a distribué les premiers tracts de la main à la main à ses camarades ; qu'est-ce que la circulaire Fontanet, les leçons de la grève de la faim, pourquoi les CACF etc...

Le CACF du quartier a alors développé plus largement sa propagande en diffusant à la porte de l'usine le 1er numéro du journal de notre CACF. Sur la base de cette diffusion nous avons gagné 2 ouvriers ; un travailleur immigré et un ouvrier français délégué à la CGT. Ce camarade a rejoint le CACF sur plusieurs points fondamentaux : non au contrôle de l'immigration, Travailleurs français et Travailleurs immigrés même combat, abrogation de la Circulaire Fontanet. Malgré son appartenance au PCF et à la CGT, il partage le point de vue des CACF qui critique les positions de ces deux organisations qui réclament le contrôle de l'immigration. Il a manifesté immédiatement son soutien en diffusant lui-même 80 exemplaires du 2e numéro de notre journal, malgré les sévères critiques que ce numéro portait contre les positions de la CGT et du PCF à l'égard des travailleurs immigrés.

Aujourd'hui le noyau sûr, d'accord pour constituer le CACF sur l'usine s'élève à 4 ouvriers plus quelques contacts. Après plusieurs discussions séparées et la participation de certains camarades aux assemblées générales du

étrangers. Vous personnellement, êtes-vous d'accord ou pas avec cette opinion ?

Mais le sondage va encore plus loin. La bourgeoisie veut se donner les moyens de savoir sur quels arguments s'appuyer pour prendre des mesures encore plus répressives contre les travailleurs immigrés. Ainsi "limiter les activités professionnelles que les travailleurs étrangers sont autorisés à faire en France", "limiter les sommes à envoyer chez eux", "limiter leurs déplacements à l'intérieur du territoire français". De plus, en fin de questionnaire, quand les gens ont été bien conditionnés par des questions odieusement racistes, le sondage pose la question des droits politiques et syndicaux "Etes-vous d'accord ou pas pour que soit accordé le droit de grève, le droit de manifester dans la rue".

Face à la montée des luttes, la bourgeoisie a brandi une arme anti-grève, la Circulaire Fontanet, elle a encore le désir d'aller plus loin : interdire purement et simplement le droit de grève aux travailleurs immigrés. Elle a aussi par cette Circulaire, restreint l'entrée en France des travailleurs venant d'autres pays que ceux du Marché Commun, elle voudrait organiser une immigration plus sélective. Bon nombre des questions du sondage demandent de distinguer entre nord Africains, Portugais, Noirs.

Une question demande purement et simplement qui, parmi ces travailleurs pourra "vraiment partager la vie des français", lesquels seront les plus adaptables".

Ce sondage IFOP va dans le sens de la campagne d'Ordre Nouveau "Non à l'immigration sauvage", de celle du gouvernement avec sa Circulaire Fontanet-Gorse, de celle du P.C.F. qui avec des détours démagogiques, réclame lui aussi le contrôle de l'immigration. Ce sondage en dit long sur le sort que la bourgeoisie réserve aux travailleurs immigrés quand le délai accordé par Gorse sous la pression des luttes, sera terminé. Plus que jamais mobilisons nous pour faire échec à ces mesures, multiplions nos efforts pour cimenter l'unité des travailleurs français et étrangers, dans les usines, dans les quartiers, créons partout des CACF !

Pour justifier sa politique répressive, le contrôle de l'immigration, le sondage comporte des questions soigneusement orientées en fonction des points sur lesquels la bourgeoisie a voulu mobiliser l'opinion jusqu'à maintenant. Exemple, la montée du chômage : "Certains disent qu'en cas de chômage, il faudrait que les entreprises licencient en priorité les travailleurs

correspondant CACF

OUI LA REVOLUTION EST POSSIBLE



— La hausse des prix, l'accélération des cadences, le chômage rendant chaque jour la vie plus impossible.

Nous luttons pour liquider l'exploitation capitaliste.

— Les faux communistes du P«C»F, acoquinés avec les vieux traîtres du Parti Socialiste, ont mené la classe ouvrière sur la voie sans issue des élections. Ils se préparent à gérer les affaires du capitalisme, en «bon parti de gouvernement».

Nous préparons la Révolution prolétarienne.

— La classe ouvrière, avec ses couches les plus exploitées à sa tête, entre en lutte pour ses revendications. Les directions traîtres des syndicats essaient d'enfermer son combat

dans les limites du «programme commun» de gestion du capitalisme.

Pour les 1500 F. en 40 h., pour «à travail égal, salaire égal», pour la suppression du salaire au rendement, nous soutenons ce combat. Nous appelons les travailleurs à organiser leur opposition révolutionnaire dans les syndicats.

— La bourgeoisie tente de faire briser les luttes ouvrières par sa police; pour les liquider en divisant travailleurs français et immigrés, elle a sorti la Circulaire Fontanet anti-grève.

Nous exigeons son abrogation, nous appelons les travailleurs à s'organiser dans des Comités pour l'Abrogation de la Circulaire Fontanet.

travailleur, rejoins les vrais communistes !

viens construire avec nous le nouveau parti du prolétariat ! c'est le tien

**LES COMMUNISTES
MARXISTES - LENINISTES
DE FRANCE**

Photo France Impression Bonny

**front
rouge**

prolétaires de tous les pays, unissez-vous



et peuples opprimés, unissez-vous

journal de combat marxiste-léniniste

prendre contact à
front rouge / bp 464 / 75065 / paris / cédex 02

OUI ! POUR FAIRE LA REVOLUTION IL FAUT UN PARTI COMMUNISTE



Beaucoup de gens bien intentionnés affirment pourtant que non ; il n'est pas nécessaire selon eux qu'existe un Parti Communiste à la tête du prolétariat pour que les exploités brisent leurs chaînes, pour que l'impérialisme soit détruit. D'autres, moins catégoriques, reconnaissent bien la nécessité d'un tel Parti au moment de la Révolution, mais, guère décidés à entreprendre dès aujourd'hui sa construction, ils fixent tant de conditions pour sa création que les années passent sans remplir les conditions fixées ; d'autres enfin prétendent s'acquitter de la tâche, mais quand on les regarde faire, on est

à ce point déçu du résultat qu'on en vient à se demander si les premiers n'ont pas raison. Le point commun de tous ces gens, c'est de refaire de manière différente les illusions, les hésitations, les prétentions de la petite bourgeoisie révolutionnaire. Les divergences qu'ils entretiennent avec les Révolutionnaires prolétariens se ramènent fondamentalement à la question décisive du Parti. Sur cette question, nous examinerons les points suivants : les tâches du Parti Communiste dans la période, en tenant compte des perspectives stratégiques définies dans les articles précédents et la nature de l'organisation à édifier.

LES TACHES D'UN PARTI COMMUNISTE DANS LA PERIODE

5 ans après Mai 68 d'importants changements sont intervenus dans le cours de la lutte des classes en France. Les plus importants résultent de l'élargissement des brèches ouvertes dans la domination du révisionnisme moderne sur la classe ouvrière. Par milliers, des travailleurs en lutte contre leurs conditions d'exploitation, généralement des OS, se sont engagés dans la bataille revendicative en écartant de leur chemin réformistes et révisionnistes. Ce mouvement a connu une très large et très significative extension au printemps dernier, au lendemain de la défaite électorale des partis réformistes, réunis pour la première fois autour d'un programme commun.

En eux-mêmes, ces mouvements ne signifient pas évidemment une rupture de larges secteurs de la classe ouvrière avec les illusions réformistes, mais ils s'inscrivent dans une situation où les perspectives réformistes sont devenues incertaines, floues et de ce fait peu mobilisatrices, où les révisionnistes du P''C''F se trouvent en quelque sorte dans l'impasse. L'évolution de plus en plus marquée du P''C''F vers un parti parlementaire classique facilite l'instauration de liens de plus en plus étroits entre les travailleurs en lutte et les révolutionnaires prolétariens. Dans le même temps, la bourgeoisie a durci sa politique de répression contre les secteurs de lutte qui échappent au contrôle des réformistes et des révisionnistes, elle dévoile de plus en plus nettement le visage de sa dictature aux travailleurs qui ne respectent pas les accords, implicites ou écrits, conclus par les réformistes.

Les tâches d'un Parti Communiste (Marxiste-léniniste) dans cette situation sont en premier lieu de rendre encore plus clairs les rapports de classe ainsi modifiés, d'étudier avec soin leur évolution afin d'éclairer les travailleurs sur la nature profonde des contradictions de classe de notre société pour leur faire saisir à partir de leur propre expérience la nécessité de la Révolution Socialiste. Cette tâche générale implique non seulement un travail inlassable de propagande socialiste, mais aussi une double responsabilité devant la classe ouvrière :

- la responsabilité de rassembler, de coordonner, d'unir tous les secteurs de lutte qui échappent au contrôle des réformistes et expriment les aspirations profondes des travailleurs, d'aider au recul de l'influence réformiste dans les syndicats en y développant une ligne offensive de lutte de classe.

- la responsabilité de donner un prolongement politique, une perspective politique concrète aux démarcations apparues sur le terrain avec les réformistes.

Les Révolutionnaires Prolétariens ne peuvent se limiter à apparaître dans une série de luttes concrètes comme les éléments les plus combattifs, dont la seule particularité consisterait à diffuser une idée vague de la Révolution. Il leur faut par de multiples initiatives politiques faciliter la prise de conscience Révolutionnaire des travailleurs, il faut qu'ils commencent à matérialiser l'influence que les idées Révolutionnaires gagnent dans les masses en rassemblant autour d'eux pour les premières luttes politiques les travailleurs d'avant-garde. Les premières actions révolutionnaires n'ont pas encore une grande ampleur, mais elles conditionnent l'avenir. Elles font la démonstration que les Marxistés-léninistes peuvent mobiliser une frange de plus en plus large de travailleurs, qu'ils savent répondre à l'évènement, en bref qu'ils déterminent une tactique et qu'ils n'en restent plus à un travail de propagande au jour le jour.

Assurer cette double responsabilité implique l'existence d'un Parti Communiste (m-l), c'est-à-dire d'une organisation d'avant-garde du prolétariat capable de fournir un point de vue d'ensemble sur le développement des luttes de classe et d'agir en conséquence, d'une organisation d'avant-garde du prolétariat qui concrétise pour tous les ouvriers conscients la perspective Révolutionnaire. Un tel Parti ne peut avancer dans ces tâches s'il ne se montre pas capable de définir une juste ligne stratégique et tactique. La définition d'une juste ligne politique est la tâche première du Parti, sans cela, il va à l'aveuglette et ne marque en rien sa supériorité sur n'importe quel groupe informe, ou n'importe quel cercle local, il n'est qu'un parti en apparence ou de nom.

Pour définir une juste ligne politique, il ne suffit pas de s'appuyer sur les enseignements du mouvement ouvrier, sur l'acquis des fondateurs du socialisme scientifique, de Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao, il faut encore et surtout faire l'analyse concrète de la société dans laquelle nous sommes. Faire cette analyse implique une réelle liaison avec les masses une pratique constante de l'enquête, une étude vivante des rapports entre les classes sociales et de leur évolution de manière à déterminer quelles classes sociales le prolétariat doit éliminer par sa Révolution, quelles classes il doit neutraliser, quels sont ses alliés. Pour mener à bien cette analyse, il faut un Parti Communiste et non un vague rassemblement de cercles, il faut un Parti centralisé et lié aux masses, il faut un Parti basant son action, non sur le mouvement des masses au jour le jour, mais sur les principes inaltérables du socialisme scientifique.

Par exemple comment les marxistes-léninistes peuvent-ils avancer dans l'analyse de la classe ouvrière et de ses différentes couches, des points faibles et des points d'appui du révisionnisme dans cette classe, s'ils ne sont pas organisés en Parti capable à la fois d'impulser l'enquête et l'étude, en s'appuyant sur la connaissance de ses organisations de ville et d'usine, s'ils ne sont pas organisés en parti capable d'impulser par le moyen de ces mêmes organisations des actions où la pratique des masses vérifiera ou infirmera les points de ligne qu'il peut avancer.

C'est parce qu'ils se sont organisés en Parti, parce qu'ils ont pu s'appuyer sur le bilan de la pratique de leurs organisations en prise en de multiples endroits avec la réalité sociale de notre pays, bilan examiné à la lumière du marxisme-léninisme, que les communistes ont pu avancer sur ce point précis des différentes couches de la classe ouvrière. Ils ont ainsi pu mettre en évidence, rompant avec les conceptions héritées du révisionnisme, que le processus de l'exploitation capitaliste, avec la course effrénée à l'intensification du travail, introduit cette différenciation dans la classe ouvrière ; ils ont pu ainsi mettre en évidence que la couche des ouvriers les plus qualifiés pas encore frappée dans sa grande masse par l'intensification du travail, est dans son ensemble, sans la confondre avec l'aristocratie ouvrière, la plus sensible à l'influence du révisionnisme et du réformisme ; alors que la couche des O.S., qui est la plus victime de cette intensification du travail, manifeste dans ses luttes, dans son attitude à l'égard des révolutionnaires, une emprise moins nette du révisionnisme.

En retour une telle analyse, les points de ligne ainsi dégagés, nous guident pour la lutte quotidienne, nous guident pour la définition d'une tactique. Par exemple arracher la classe ouvrière au révisionnisme nous fixe dans l'immédiat des tâches concrètes et précises ; organiser les travailleurs les plus exploités, les moins sensibles à l'idéologie révisionniste, reconstruire l'unité révolutionnaire de la classe ouvrière à partir de ces couches là. Par exemple quand la bourgeoisie introduit sa circulaire scélérate Fontanet, c'est la ligne du Parti qui permet de saisir qu'il ne s'agit pas seulement d'une mesure impérialiste, mais d'une mesure de classe, d'une arme de la bourgeoisie pour diviser la classe ouvrière, pour réduire son droit de grève en enchaînant les travailleurs immigrés, une partie importante des couches les plus exploitées. C'est la ligne du Parti qui permet de saisir que c'est un point important sur lequel va se porter le mouvement des travailleurs ; et que c'est le maillon dont doivent s'emparer les marxistes-léninistes pour construire l'unité de combat du prolétariat, français et immigrés.

De même quand les marxistes-léninistes définissent une plate-forme revendicative, ils se guident aussi sur l'analyse de classe et les éléments de ligne dégagés. Il ne s'agit pas de recueillir pêle-mêle les aspirations des travailleurs, mais d'examiner sur quelles cibles le mouvement revendicatif des travailleurs va se diriger, d'examiner comment en précisant cette cible on pourra approfondir le fossé entre le mouvement de lutte des travailleurs et les mots d'ordre des révisionnistes et des réformistes, d'organiser et de consolider ce mouvement en lui donnant une autonomie par rapport aux chefs révisionnistes et réformistes, en y développant les perspectives révolutionnaires.

Suite de la 8.

Une juste ligne stratégique, en permettant de définir une tactique, rend possible pour les marxistes-léninistes de disputer à l'influence du révisionnisme de larges masses de travailleurs, de les diriger dans leur combat contre la bourgeoisie, et dans ce mouvement de ne pas en rester aux aspects immédiats de la lutte, mais de faire saisir aux travailleurs la nécessité de la Révolution, la société socialiste qu'il faut substituer à notre société... C'est le Parti marxiste-léniniste qui doit prévoir et saisir le moment et l'endroit où s'accroissent des failles entre le mouvement de masses et les idées bourgeoises véhiculées par révisionnistes et réformistes ; et

faire des propositions précises : dans quelle organisation diriger les masses, quelles campagnes il faut prévoir, comment le mieux accentuer ces failles, quelle propagande communiste mener etc.

C'est par exemple le chemin suivi par les marxistes-léninistes lorsqu'ils organisent la lutte anti-impérialiste de manière privilégiée autour du soutien aux luttes exemplaires des peuples indochinois, et de la lutte héroïque du peuple palestinien, luttes dénaturées par les révisionnistes bien qu'elles suscitent une large admiration dans notre pays.

C'est par exemple aussi le chemin suivi par les marxistes-léninistes quand ils appellent à créer "l'OPPOSITION SYNDICALE REVOLUTIONNAIRE" : le caractère particulier de la période actuelle, avec l'absence de perspectives que la "gauche" peut ouvrir à la classe ouvrière depuis son échec électoral de mars 73, combinée avec une large combativité de la classe ouvrière, rendait nécessaire non seulement la plate-forme revendicative, mais aussi l'organisation de ce potentiel qui est en rupture avec le révisionnisme, et son utilisation pour rallier d'autres travailleurs encore, en menant le travail à l'inté-

rieur des syndicats. C'est ce projet que doit tenir "l'opposition syndicale révolutionnaire".

Si diverses soient-elles, il existe une unité entre les différentes initiatives tactiques du Parti. Elle réside dans le fait que toutes illustrent un point précis de la ligne du parti, que toutes elles se déroulent sous sa direction, et contribuent à organiser sur tous les fronts les masses hors de l'influence réformiste. Toutes les initiatives tactiques du Parti, visent à occuper systématiquement le terrain sur lequel révisionnistes et réformistes sont ébranlés.

LA NATURE DE L'ORGANISATION A EDIFIER

La construction du Parti Communiste (Marxiste-Léniniste) répond, on l'a vu, à un besoin fondamental de la Révolution Proletarienne en France aujourd'hui, mais cette construction rencontre un double obstacle lié à la nature même de notre société impérialiste.

Le premier, et l'essentiel de ces obstacles, c'est l'existence d'un fort parti révisionniste qui dénature complètement l'image du communisme dont il se réclame et tente de maintenir les masses dans la soumission à l'ordre capitaliste.

Le second des obstacles, de moindre importance à long terme, c'est l'existence dans notre métropole impérialiste d'une petite bourgeoisie nombreuse, dont de larges couches entrent en révolte contre certains aspects de la domination de l'impérialisme, mais dont la tendance historique consiste à s'emparer de la direction du mouvement Révolutionnaire.

Engager la construction du Parti Communiste (m-l) dans notre pays, c'est nécessairement se heurter à ces obstacles et s'y heurter doublement. D'une part, de front, sur tous les terrains de la lutte des classes, pour ce qui est du révisionnisme, sur quelques uns d'entre eux pour la petite bourgeoisie révolutionnariste, d'autre part plus sournoisement dans les conceptions présentes à l'intérieur même du Parti.

Construire le parti, c'est mener la lutte entre les deux voies.

Engager la construction du Parti, c'est donc surmonter ce double handicap à l'intérieur même du Parti, c'est-à-dire mener consciemment la lutte entre les deux voies dans ses rangs, la lutte entre voie prolétarienne et voie bourgeoise, en sachant déceler à chaque moment l'enjeu de cette lutte, le point sur lequel l'influence conjuguée du révisionnisme et de la petite bourgeoisie peut rendre vulnérable le Parti. Par exemple, la tendance à faire disparaître la propagande et l'éducation communiste du travail de masse entrepris au nom du Parti, peut conduire à son affaiblissement au moment même où des succès sont remportés dans la mobilisation de masse. L'instabilité de la petite bourgeoisie peut se refléter au sein même du Parti par l'incapacité de mener une tâche à son terme, par la classique succession de l'enthousiasme initial et du découragement rapide. Encore ne s'agit-il là que de traverses assez classiques.

La première caractéristique du Parti à édifier, c'est que se mène dans ses rangs la lutte entre les deux voies, lutte idéologique active ayant pour fonction d'éliminer du Parti les conceptions erronées, qui sont le reflet, dans le Parti des contradictions de classe de la société impérialiste.

L'organisation à construire doit nécessairement être une organisation du prolétariat

C'est-à-dire que le Parti n'est pas seulement armé de l'idéologie prolétarienne, du Marxisme-Léninisme, mais qu'il doit rassembler dans ses rangs les ouvriers d'avant-garde, qu'il assure la formation des meilleurs d'entre eux pour exercer sa direction. Partie du Proletariat, le Parti Communiste doit attirer à lui tous les ouvriers conscients. La conjugaison de la propagande socialiste, des initiatives politiques de masse, de l'action marxiste-léniniste sur le terrain des luttes quotidiennes les voit d'ailleurs venir à lui.

L'ouvriérisme, qui consiste dans l'illusion que par eux-mêmes les ouvriers sont porteurs du marxisme-léninisme, n'est qu'une variante de la confusion entre les masses et le Parti, n'est qu'une variante de la désorganisation du prolétariat qu'entraîne le spontanéisme. Cette perversion du juste principe selon lequel c'est aux travailleurs eux-mêmes de prendre en main la construction de leur Parti ne doit pas faire oublier que, si la prolétarianisation d'un Parti Communiste (Marxiste-Léniniste) c'est d'abord et avant tout, la conformité de sa ligne à l'idéologie

logie marxiste-léniniste, la justesse de ses orientations, c'est aussi, et par voie de conséquence, l'entrée large des ouvriers conscients dans ses rangs.

Contrairement à l'ouvriérisme et au spontanéisme, qui veulent rabaisser le Parti au niveau de l'ouvrier du rang, pour lui ôter tout caractère vraiment Révolutionnaire, les Communistes ont pour projet d'élever le niveau de conscience politique des travailleurs et d'intégrer à leur Parti les ouvriers d'avant-garde. Et cela, non par mépris des masses, mais parce que le rôle dévolu au Parti Communiste (m-l) n'est pas de rassembler dans ses rangs toute la classe, cela, des organisations aussi rudimentaires que des syndicats n'y parviennent pas, mais seulement sa partie la plus consciente et la plus révolutionnaire, celle qui résiste aux revers sans se disperser, qui mène un combat soutenu jusqu'à la victoire de la Révolution en liant indissolublement son sort à celui de la Révolution, la partie la plus capable d'entraîner la majorité avec elle aux moments décisifs, en bref son avant-garde.

Certains, qui ont mal compris les enseignements du Marxisme-Léninisme en viennent à dire que le mouvement de l'histoire, le sens des luttes de la classe ouvrière mènent au socialisme, à la Révolution et que de ce fait, le rôle du Parti est secondaire. S'il est vrai que la terre tourne, comme le disait Dimitrov, dans la République des Soviets, s'il s'agit là d'une loi absolument scientifique de l'histoire, il n'en reste pas moins que le problème est de savoir si d'occasions manquées en défaites sanglantes, le Proletariat devra attendre plusieurs générations encore sa libération. Le rôle du Parti, précisément, est de hâter son émancipation en le conduisant à travers les embûches de la guerre de classe.

Pour cela, le Parti Communiste, partie de la classe, est aussi son avant-garde.

Le Parti Communiste est un penseur collectif

Le Parti Communiste (Marxiste-Léniniste), fondé sur son action sur les bases du socialisme scientifique, il exige donc de ses membres l'étude et l'assimilation progressive des classiques du marxisme ; dans ces œuvres, il ne recherche pas de recettes toutes faites, mais des indications pour l'action révolutionnaire qu'il a à mener. Le Parti doit s'assimiler l'acquis du Mouvement Ouvrier Socialiste et il doit l'enrichir, le développer dans le cours de sa pratique Révolutionnaire.

Chaque Révolution pose des problèmes spécifiques, entièrement nouveaux. Pour résoudre ces problèmes, pour définir sa ligne le Parti doit s'appuyer en premier lieu sur la masse de ses membres et de ses organisations. C'est par ce moyen qu'il peut suivre l'évolution des rapports de classe dans le pays, mener des enquêtes, cerner de près la réalité des courants hostiles à la Révolution, se rendre compte de l'Etat d'esprit des masses. De la sorte, le Parti Communiste organise et centralise l'effort d'étude, de réflexion, d'enquêtes de toutes ses organisations, de tous ses militants. Dans les formes appropriées au fonctionnement du centralisme démocratique, ce sont eux qui décident des orientations. Pour cela, le Parti est un penseur collectif, et non une masse de manœuvre aussi ignorante que muette comme le Parti des faux Communistes Français.

Le Parti doit articuler activités légales et clandestines

Le Parti Communiste (m-l) se développe et s'édifie en rompant l'équilibre que la politique de collaboration de classes du P.C.F. avait instauré au sein de la société impérialiste. La bourgeoisie qui tolère et encourage l'existence d'un fort parti réformiste dans la classe ouvrière, le P.C.F., voit avec inquiétude l'influence de ce parti à sa solde décroître, avec plus d'inquiétude encore se constituer un Parti authentiquement Communiste.

C'est une loi générale que les Partis qui lèsent fondamentalement les intérêts de la bourgeoisie ne sauraient être tolérés par elle, c'est ce que nous



indique Mao Tsé Toung. Aussi la bourgeoisie ne se prive pas d'interdire et de réprimer l'activité des Partis authentiquement Communistes, comme elle l'a fait par exemple en 1968 à propos du Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France (P.C.M.L.F.), comme cela s'est produit à la veille de la seconde guerre mondiale pour le PCF et dans bien d'autres occasions encore. De ce fait, la bourgeoisie contraint ces Partis à la lutte clandestine dont les formes varient avec le degré de répression. Dans tous les cas un Parti Communiste ne peut vivre dans l'inconscience et songer à la Révolution, sans adopter avant même qu'il ne soit dissous par la bourgeoisie des dispositions clandestines, c'est d'ailleurs une des conditions fixées pour l'adhésion à la IIIème Internationale Communiste.

Le Parti Communiste se renforce en s'épurant

Même et surtout s'il est encore faible, le Parti Communiste (Marxiste-Léniniste) doit veiller à l'unité de ses rangs. La meilleure condition pour cela est qu'il définisse une ligne juste en s'appuyant sur l'ensemble de ses organisations et militants et qu'il applique scrupuleusement dans ses rangs le centralisme démocratique. Malgré cela, et du fait de sa jeunesse, le Parti attire à lui, en même temps qu'une écrasante majorité d'éléments sains, quelques opportunistes incorrigibles, quelques mythomanes et arrivistes et évidemment quelques mouchards et quelques flics. Il est vital pour le Parti de se débarrasser fermement de tous ces individus de les dépister, et de les éliminer. Les plus difficiles à éliminer sont les opportunistes, qui par nature sont insaisissables et qui s'efforcent dans tous les cas de s'emparer de la direction du Parti. Ces gens-là, d'accord un jour avec tel point de vue, ne le sont plus le lendemain, au gré de leurs calculs, ils varient d'opinion et d'attitudes et considèrent la politique comme un jeu. Il faut toutes affaires cessantes les chasser du Parti. Maintenir de tels gens dans le Parti, c'est courir le risque de voir se multiplier à leur initiative querelles de personnes et divisions, de voir apparaître des fractions multiples, bref de voir le Parti condamné à l'impuissance. Même au risque de se couper momentanément d'excellents camarades qu'ils abusent, dans et hors le Parti, il faut les chasser fermement.

Le Parti Communiste, organisation suprême de la classe

Dans la situation concrète de la France d'aujourd'hui, entreprendre l'édification du Parti Communiste (Marxiste-Léniniste) c'est entreprendre une lutte de tous les instants contre les multiples aspects de l'idéologie désagréatrice du révisionnisme et de la petite bourgeoisie, formes les plus actives et les plus adaptées de l'idéologie bourgeoise dans sa lutte contre l'idéologie socialiste, prolétarienne.

En ce sens, la bataille pour l'édification du Parti est une bataille de classe, et une lutte prolongée. En réalité, le Parti Communiste (m-l) est la seule organisation que peut se donner le prolétariat pour assurer sa complète indépendance par rapport à toutes les forces sociales qui soit l'exploitent, soit bénéficient de son exploitation, soit veulent se substituer à lui dans la Révolution qu'il s'annonce. Et cette indépendance n'est pas assurée définitivement par la Révolution elle-même, il s'agira pour le prolétariat, de la préserver, après la Révolution jusqu'au moment où les classes auront disparues. Jusque là, l'instrument irremplaçable que le prolétariat doit forger, c'est son Parti. S'il est le foyer constant d'une intense lutte de classe, c'est que l'enjeu qui se joue avec lui, c'est l'émancipation de la classe ouvrière, alors même que tout l'édifice de la société en place repose sur l'exploitation de cette classe et des peuples opprimés. C'est pour cela que l'édification et le renforcement du Parti Communiste ont autant d'importance. Sans Parti, la perspective révolutionnaire est sans véritable issue, elle n'a guère de chances de vaincre, encore moins de conserver le pouvoir.

La particularité de la Révolution Proletarienne, c'est que la classe qui l'accomplit est déposée de tout dans l'ancienne société, ceci, à la différence des révolutions précédentes, les révolutions bourgeoises par exemple. La seule chose qu'elle possède, c'est son Parti, et ce Parti, il faut aujourd'hui l'édifier. C'est la condition de la victoire de la Révolution.

QUI POUR FAIRE LA REVOLUTION IL FAUT UN PARTI COMMUNISTE.

AU MOINS 54% DES OUVRIERS NE PARTENT PAS EN VACANCES



en bidonville, ou en HLM, ces enfants d'ouvriers ne partent pas en vacances

Comme chaque année, les radios, journaux, télé sont "à l'heure des vacances" : "tout le monde est en vacances", "c'est la trêve des conflits sociaux". Les bulletins d'information tournent autour du bulletin météo, et de l'état de la circulation. La réalité est bien différente. Par exemple, dans la cité Olivier de Serres à Villeurbanne, où vivent des familles immigrées, presque tout le monde est resté, enfants et parents, car il leur est impossible de partir. A la Courneuve, dans la Cité des "4000", 300 familles seulement partent, sur 4000 en majorité ouvrières. Et pendant les congés, il n'y a pas de trêve pour la rapacité des capitalistes : le 20 juillet une saisie doit avoir lieu. D'autres saisies et d'autres expulsions sont prévues pour le mois d'août. Il n'y a pas de trêve dans la répression. Les flics et les inspecteurs de l'OPHLM sont allés interroger les habitants des "4000" qui avaient pris contact avec les militants marxistes-léninistes pour lutter contre les saisies et les expulsions. Les concierges ont déchainé une campagne de calomnies, en prétendant que les collectes faites pour soutenir les familles saisies ne leur étaient pas remises.

Le droit aux congés est une conquête de la classe ouvrière. C'est également une nécessité. Le rythme de travail dans les bagnes capitalistes, les transports longs et pénibles imposés aux ouvriers, épuisent les forces physiques et nerveuses des ouvriers, causant des maladies de toutes sortes (maux de tête, maux d'estomac, nausées, syncopes...) Malgré cela, c'est pied à pied

que les ouvriers doivent lutter pour que tous puissent avoir des congés : par tous les moyens, les capitalistes tentent de limiter ce droit.

DE NOMBREUX TRAVAILLEURS N'ONT MEME PAS DE CONGES

Le droit aux congés des travailleurs intérimaires est remis en cause. D'après les agences intérimaires, le travailleur peut prendre des congés quand cela lui convient. L'agence lui verse au titre des congés payés 8 % de son salaire, soit à la paie hebdomadaire, soit à la fin de chaque mission. Dans les faits, cette maigre rallonge permet tout juste au travailleur intérimaire de tenir le coup entre 2 "missions". Pour lui, les "congés", ce sont les périodes de chômage où il cherche du travail !

Les ouvriers immigrés doivent lutter sans cesse pour que soit reconnu leur droit aux congés payés. En 1972, à Lyon, les ouvriers immigrés de Paris-Rhône et de Berliet ont lutté pour obtenir le paiement des congés payés avant le départ en vacances, parce que cet argent leur est nécessaire pour faire le voyage. De plus, les patrons utilisent souvent les congés pour licencier des ouvriers immigrés sous prétexte qu'ils ont quelques jours de retard dus à l'encombrement des bateaux et aux formalités interminables. A la CIFTE, à Lyon, les patrons réintègrent les ouvriers en retard comme de nouveaux embauchés, c'est-à-dire sans ancienneté, en les payant au tarif d'embauche, etc...

Pour des milliers de travailleurs immigrés, non seulement le droit aux

congés est rogné mais il est purement et simplement refusé. Ainsi les ouvriers immigrés de la SITRACO, boîte de chantiers du bâtiment, ont lutté au printemps pour obtenir les congés payés. Le patron les embauchait en situation irrégulière, et profitait de cela pour faire sauter les congés. Des milliers d'ouvriers, en particulier sur les chantiers sont dans leur cas.

Mais les ouvriers qui ont leurs congés ne peuvent pour autant en profiter. Nombreux sont ceux qui sont contraints de prendre un travail pendant les congés, parce qu'ils touchent tout au long de l'année des salaires de famine. Ainsi, de nombreuses ouvrières de Paris-Rhône à Lyon s'embauchent pendant leurs congés à Lenzbourg, fabrique de confitures. Et les conditions sont tout aussi mauvaises qu'à Paris-Rhône, en particulier les ouvrières ne peuvent quitter le travail que quand les fruits du jour ont tous été triés, ce qui aboutit à des journées de 12 h. certains jours.

DE NOMBREUX TRAVAILLEURS NE PARTENT MEME PAS EN VACANCES

Même si tous les ouvriers ne sont pas contraints de travailler pendant leurs congés, l'immense majorité d'entre eux restent chez eux. Ainsi en 1972, 54 % des ouvriers (sans compter les ouvriers immigrés qui n'entrent pas dans les statistiques bourgeoises) ne sont pas partis.

Les ouvriers qui restent chez eux ne peuvent pas se payer de vacances. Ainsi les familles de la Courneuve di-

sent : "Nous n'arrivons déjà pas à payer notre loyer, comment voulez-vous que nous puissions partir". En effet, pendant les congés, les ouvriers doivent continuer leur locations, à payer les traites. Pour partir, il faut payer entre autres le voyage, l'hébergement, dans les lieux de vacances, les prix sont en plus, très élevés. Au total, un départ en vacances absorbe au moins un mois de salaire en dehors des frais habituels (logement, traite, etc...).

PRIX CHERS, RACKETT POUR CEUX QUI PARTENT EN VACANCES

Les quelques ouvriers qui peuvent partir le font aux prix de nombreux sacrifices. Ceux qui partent réduisent de 20 % leurs frais de repas en automne pour compenser les frais engagés pour les vacances auxquels s'ajoutent les frais de la rentrée des classes... Les vacances sont si onéreuses qu'au retour, il ne reste plus un sou devant soi. Certains sont même contraints de laisser leur montre en gage au péage ou de troquer dans les stations services, leur transistor contre un pneu.

Encore la plupart des ouvriers qui partent cherchent-ils les moyens les plus économiques. 40 % des vacanciers (pour l'essentiel ouvriers et couches les plus pauvres de la population des villes) vont à moins de 100 km de chez eux. Très souvent les vacances sont un retour dans la famille : pour ceux que le chômage a chassés de leurs régions vers les grandes villes. En 1972, 35 % des "vacanciers" ont été hébergés chez des parents ou des amis.

Encore ne peuvent-ils le faire que de temps en temps. Malgré cela, ceux qui partent, partent beaucoup moins que les autres vacanciers, car ils sont obligés d'écourter leurs vacances, manquant d'argent.

A toutes ces difficultés rencontrées par les ouvriers pour profiter d'un repos bien mérité, s'ajoute encore le problème de la garde des enfants. En effet la plus grosse partie des enfants d'ouvriers restent chez eux. Une ouvrière nous a dit : "J'ai 6 enfants, comment voulez-vous que je puisse les envoyer en colonie ?". Ainsi, en 1972, 48 % des enfants de 6 à 13 ans ne sont pas partis un seul jour. A la Courneuve, ils sont pourchassés par les gardiens toute la journée, ils leur mettent des amendes chaque fois qu'ils les surprennent sur les pelouses et cela pendant 80 jours !! D'ailleurs la bourgeoisie se moque totalement que les enfants d'ouvriers puissent ou non partir en vacances. Il n'y a que 1.500.000 places en colonies pour 17 millions de jeunes d'âge scolaire. Les subventions de fonctionnement des colonies seront passées de 50 % en 1946 à 1 % en 1966.

Ainsi la bourgeoisie qui toute l'année exploite la classe ouvrière, profite encore de la période des congés pour maintenir cette exploitation : elle lui rogne ou lui retire carrément la possibilité de jouir d'un droit qu'elle a arraché par la lutte.

DES CONGES PAYES EFFECTIFS POUR L'ENSEMBLE DE LA CLASSE OUVRIERE FRANÇAISE ET IMMIGRES !

à propos de l'emprisonnement de Krivine

Il est clair, à présent, que le ministère de l'Intérieur a favorisé et, au besoin, provoqué la débandade de certains de ses flics, lors de la manifestation du 20 juin contre le meeting raciste d'"Ordre Nouveau".

Cette opération policière visait d'abord à répandre largement, une fois de plus, une image complètement déformée des Révolutionnaires et de la violence révolutionnaire, pour inciter les masses à s'en détourner. Et cela au moment où la bourgeoisie lançait ses flics, ses nerfs à St-Etienne, à Besançon, à Fos, à Grasse, contre les ouvriers en lutte, partout où elle ne pouvait pas compter sur la collaboration des révisionnistes.

Il s'agissait de faire croire que les révolutionnaires n'avaient pas d'autre idéal que la violence pour la violence, pas d'autre but que de "casser du flic", de brûler les cars de police-secours... Il s'agit d'autre part, de justifier et de multiplier les actes de contrôle des travailleurs en faisant passer la violence

de classe des ouvriers en lutte pour des "provocations gauchistes".

Mais l'opération avait en même temps, un autre but : en décrétant, à la suite du 20 juin la dissolution de la Ligue trotskiste, la bourgeoisie visait à désigner publiquement cette organisation en perte de vitesse comme le parti révolutionnaire, à redorer son blason. Toute une série de groupes petits bourgeois trotskistes et néotrotskistes en tête, y compris "l'Humanité Rouge", ont emboîté le pas à cette opération et ont pris, en chœur la "défense" de la Ligue. Ce faisant, au nom de la lutte "antifasciste", ils ont appelé à s'accrocher encore plus étroitement au P"C" (et au PS) et leur ont permis au cirque d'Hiver, de se poser en défenseurs des "libertés", en protecteurs de "l'extrême-gauche". Ce faisant, ils ont tenté de colmater la brèche ouverte entre les révisionnistes et les travailleurs, et de détourner la classe ouvrière de la bataille contre la répression de ses luttes.

Krivine et Rousset en prison; c'est le

clou de cette opération. Après avoir façonné l'image de marque "révolutionnaire" de Krivine (élections présidentielles de 69, face à face avec STASI à la télé, longues déclarations à la radio après le 20 juin), la bourgeoisie le met quelques temps derrière les barreaux. Cela lui permet d'en faire un martyr et de mieux préparer sa publicité pour un éventuel procès, à la rentrée par exemple.

A vrai dire, la campagne pour la libération de Krivine, n'a rencontré pratiquement aucun écho parmi les travailleurs. Par exemple sur les marchés, les ouvriers indifférents aux slogans "Marcellin démission" soutiennent activement nos interventions contre les agressions racistes, contre les bombardements US au Cambodge.

Toutefois, cette mise en scène, cette manœuvre ne peut que semer la confusion. Elle a assez duré.

Halte à la politique hypocrite de la bourgeoisie !

Krivine, Rousset hors de prison !

appel au lecteur

Camarade,

Tu es lecteur de notre journal, c'est peut-être la première fois que tu l'as dans les mains. Ecris-nous pour nous dire ce que tu en as pensé, pour nous faire des critiques et des suggestions. Envoie des correspondances que tu voudrais qu'on publie. Peut-être parce que tu es en congé, vas-tu trouver le temps pour nous écrire, ce qu'en temps normal tu ne peux pas faire : ce qui se passe dans ton usine ou dans ton chantier, telle ou telle mobilisation de la lutte de classe là où tu es en vacances, si tu es à la campagne, les remarques que tu fais sur l'appauvrissement qui frappe le petit paysan...

Camarade, si tu es isolé dans ta ville ou ton village et si tu te demandes ce que tu peux faire écris-nous ! Nous pourrions examiner ce qu'il est possible de faire là où tu habites. Comment entamer un travail anti-impérialiste pour soutenir la lutte du peuple cambodgien, comment réunir plusieurs ouvriers pour débattre de la plate-forme revendicative et de "l'Opposition Syndicale Révolutionnaire"... Nous pouvons te fournir les moyens nécessaires pour ce travail : affiches, journaux à diffuser, matériel dont dispose les CIP, bientôt montage de diapositives... Nous pourrions examiner avec toi la possibilité que tu regroupes plusieurs camarades avec toi pour faire un cercle Front Rouge...

Camarade, lecteur isolé, prends contact avec Front Rouge, écris-nous à "FRONT ROUGE BP 464, 75065 PARIS-Cédex 02".

soutenons la presse communiste

Ce numéro spécial de Front Rouge couvrira tout le mois d'août (le prochain numéro paraîtra le premier jeudi de septembre). Les camarades diffuseurs doivent mettre à profit cette longue période pour que ce numéro connaisse une large vente, particulièrement lors des séries de réunions publiques que nous tiendrons cet été. Les camarades qui seront en vacances durant cette période, devront emporter plusieurs exemplaires avec eux pour faire connaître le journal, et le vendre à toute personne qui n'est pas en contact aujourd'hui avec les marxistes-léninistes.

D'autre part les 2 campagnes de soutien à la presse que nous avons lancé :

- 5 MILLIONS POUR LE 15 OCTOBRE
- 1000 abonnements d'un an supplémentaires d'ici le 15 Octobre ne doivent pas s'arrêter pendant la période de congé. Cette période est même particulièrement propice pour avancer vers nos objectifs ; chaque sympathisant doit se fixer pour tâche :

- de trouver au moins un abonnement d'un an,
- de travailler une semaine et de verser l'équivalence de son salaire au journal, s'il est intellectuel,
- de verser une journée de salaire s'il est ouvrier.

Ces objectifs, qui sont effectivement parfaitement réalisables d'ici le 15 octobre, pour chaque sympathisant, doivent nous permettre d'atteindre facilement nos objectifs globaux.

erratum

Un certain nombre d'erreurs importantes altérant le sens ou la compréhension des phrases se sont glissées dans les deux derniers numéros de Front Rouge. Nous demandons à nos lecteurs d'excuser des erreurs dues à des défaillances à l'imprimerie, qui à l'avenir ne doivent plus se reproduire.

Ainsi dans le numéro 78 il fallait lire "interview d'un militant marxiste-

léniniste" et non interview d'un militant marxiste et léniniste. Dans l'article "A propos des théories de la fasciation" le titre du troisième paragraphe était : "la question de l'influence du révisionnisme".

Dans le numéro 79, l'article "un tournant bien significatif de l'Humanité Rouge" contient une erreur au milieu de la 3e colonne. Il est écrit "Sa seule

réponse consiste à reprendre mécaniquement le schéma de lutte antifasciste de 1943" il s'agit bien sûr de "la lutte antifasciste de 1934". L'appel pour la souscription s'intitulait "5 millions avant le 1er octobre". Nous n'avons pas changé le délai de notre souscription. Nous demandons toujours à nos lecteurs de nous envoyer "5 Millions avant le 15 Octobre".

Enfants de travailleurs contraints à passer leurs vacances dans la cour de l'immeuble, à l'ombre des murs de la cité HLM "où rien n'a été prévu pour eux", jeunes ouvriers passant leurs vacances à travailler dans les bagnes capitalistes comme tout le reste de l'année, pour payer des dettes, avoir un peu d'argent de poche, jeunes ménages ouvriers n'ayant pas les moyens de se payer des vacances, tandis que pour la femme, c'est comme toute l'année : la double journée avec les gosses sur le dos, dont il faut s'occuper comme d'habitude, plus que d'habitude, parce que eux aussi sont "en vacances", alors qu'on ne sait pas trop quoi en faire. La période des vacances, malgré tous les discours publicitaires de pacotille sur l'évasion, la liberté, auxquels elle donne lieu, révèle de manière cruciale le sort réservé à la jeunesse travailleuse par la société capitaliste.

C'est évidemment un sort bien différent qu'offre à la jeunesse la société socialiste. Et n'en déplaise à Chaban Delmas qui revenant de Chine, obligé de reconnaître la supériorité du système socialiste, s'empresse de dire que ça ne nous concerne pas, parce que nous sommes "un autre monde", l'organisation des vacances, et plus généralement des loisirs, du temps "libre" pour la jeunesse en Chine, en Albanie, sont pour nous une source d'encouragement à en finir avec le vieux monde capitaliste, et à instaurer en France le socialisme.

En Albanie, l'état socialiste a mis en place avec les syndicats un vaste réseau de maisons de vacances pour les travailleurs et leurs familles. Ces installations quasiment gratuites ont été construites dans les régions les plus belles du pays, et la jeunesse en profite pleinement. Il n'y a pas là d'accès à la mer réservé aux milliardaires avec yachts. Lorsqu'en juillet ou en août on se promène sur la magnifique plage méditerranéenne près du port de Durres, on peut voir les nombreuses installations pour les travailleurs, réservés en particulier à ceux qui font les travaux les plus pénibles, par exemple aux jeunes ouvriers qui, venus des 4 coins du pays font tourner la fonderie de l'usine de montage de tracteurs de Tirana. Un peu plus loin, toujours au bord de la Méditerranée, s'étirent les camps de pionniers, ces villages de vacances pour jeunes enfants réservés aux fils des ouvriers, des paysans et de tout le peuple, et où leurs familles peuvent les laisser un mois au minimum.

Si le repos, le sport, les jeux tiennent dans tout cela une place appréciable, tout est fait par l'Etat socialiste et le parti communiste pour que les vacances aussi bien que les temps de repos tout au long de l'année soient l'occasion pour la jeunesse scolaire et universitaire (issue en grande majorité de la classe ouvrière, et de la paysannerie et qui se prépare à en faire partie) et la jeunesse déjà intégrée dans la production, de s'éduquer, en vue de participer de plus en plus à la direction du pays.

En Chine par exemple, les vacances scolaires annuelles ainsi que toutes les périodes de temps libre sont l'occasion pour les enfants et les étudiants de renforcer leur connaissance de la société. Les écoles organisent de nombreux séjours de jeunes parmi les masses ouvrières et paysannes : les élèves des villes partent avec leur instituteur pendant 3 semaines dans une commune

EN PAYS SOCIALISTES DE VERITABLES LOISIRS POUR LA JEUNESSE

en Albanie socialiste, de jeunes batisseurs volontaires de la voie ferrée pendant leurs heures de loisir.



populaire participer aux travaux agricoles. Là ils vivent avec les paysans, apprennent à connaître les conditions de vie et de travail à la campagne ; au cours des soirées culturelles les élèves et les paysans donnent des représentations théâtrales évoquant leurs problèmes. C'est l'occasion pour les paysans de parler de leur luttes passées et actuelles. Ensuite, les élèves vont faire un séjour comparable dans une usine où, travaillant dans les ateliers aux cotés des ouvriers, ils sont associés à leurs nombreuses discussions sur les problèmes techniques ou de gestion de l'entreprise, aussi bien que celles ayant trait à la politique de l'Etat socialiste dans tous les domaines.

Ceci ne fait que prolonger ce qui se passe toute l'année à l'école où par exemple des ouvriers viennent faire des cours soit sur des techniques de la production soit sur la lutte menée contre les tentatives de retour au capitalisme.

Utiliser le temps libre pour élargir son horizon sur la société et agir dans l'intérêt des masses populaires, c'est aussi ce que l'on retrouve dans ces grands rassemblements de jeunes en Albanie qu'on appelle "les actions". Chaque année pour 1 mois, 1 mois 1/2, parfois plus, des dizaines de milliers

de garçons et de filles de toutes les couches de la jeunesse, venus des 4 coins du pays, étudiants, enseignants, aussi bien que jeunes ouvriers et jeunes paysans se réunissent volontairement à l'appel du Parti Communiste pour participer à des grands travaux au service des masses. Avec la construction des chemins de fer Rrogozhina-Fier et Elbasan-Prenjas, le percement de la route de la Malaisia e Madhe, l'aménagement de champs en terrasses sur les collines et les montagnes, les jeunes albanais fournissent un travail bénévole. Dans un pays où le travail ne profite plus à une poignée d'exploiteurs qui ont été balayés mais, à la masse des travailleurs qui ont pris en mains les affaires du pays, de telles initiatives servent l'amélioration du bien-être de la collectivité. Ces travaux s'accompagnent de longs temps libres où sont organisés études collectives et discussions permettant aux étudiants, ouvriers et paysans de mieux connaître leurs problèmes réciproques, cependant que de nombreuses initiatives artistiques : chants, musique, théâtre, groupes folkloriques exprimant les sentiments des masses travailleuses, illustrent ces échanges d'expériences.

Dans toutes ces activités, une place importante est donnée aux vieux tra-

vailleurs qui, dans des rencontres organisées dans les lieux de repos, viennent faire part de leur expérience. On sait comment dans la société capitaliste, le vieux travailleur usé est mis au rebut une fois qu'il n'est plus en mesure de produire au profit du Capital. Dans la Chine ou l'Albanie socialistes, ses compétences sont largement utilisées non seulement dans le domaine technique, mais aussi et surtout afin de parler des souffrances passées, de l'expérience dans la lutte pour une société meilleure. De telles rencontres avec les jeunes sont organisées aussi bien dans les camps de pionniers ou dans les actions, ou à l'occasion des stages de vacances à la campagne ou dans les usines, ou tout simplement au cours de l'année, à l'intérieur du quartier, comme à la cité ouvrière à Changhaï, à l'initiative des comités populaires de quartier.

De larges possibilités sont données aux jeunes ménages de travailleurs de se distraire, de participer à de nombreuses activités culturelles, de s'éduquer sur le plan politique, en dehors de leurs heures de travail, la journée de travail n'excédant jamais 8 heures. Bien sûr, ce qui existe, c'est le prix très modique ou même la gratuité de nombreux spectacles, c'est la création de pièces de théâtre, d'opéras,

de films, où les masses travailleuses et leurs préoccupations occupent le devant de la scène, à la différence de ce qui se passe en régime capitaliste où ce sont les plaisirs et les vices de la bourgeoisie, des parasites, qui sont mis en avant. Mais ce qui existe aussi en Chine, en Albanie, c'est tout une organisation sociale permettant aux jeunes travailleurs de profiter pleinement de la vie culturelle, sportive, politique. Combien de jeunes ménages ouvriers en France se trouvent riviés à la maison dès qu'ils ont des enfants : la femme en particulier, lorsque, difficilement, elle peut encore travailler dehors, est complètement débordée par la garde, l'entretien des enfants. Ceci est d'autant plus aigu aujourd'hui qu'avec la grande mobilité de la main d'œuvre entretenue par le Capital, chaque ménage ouvrier, obligé de se déplacer, se sépare d'une partie de la famille, notamment des grands parents qui souvent, autrefois, assuraient la garde des enfants.

En Chine, des équipes d'entraide sont formées avec les vieux et aussi avec des enfants d'âge scolaire sur la base du quartier pour la garde des bébés. Surtout de nombreuses crèches sont organisées dans les quartiers et dans les usines où elles sont gratuites, fonctionnant 24 h sur 24, elles permettent à la jeune ouvrière mère de famille de se libérer un ou plusieurs soirs de la semaine, pour une soirée théâtrale, une rencontre sportive une réunion sur la situation politique en Chine ou dans le monde. Avec un tel fonctionnement, il ne s'agit en rien de se débarrasser des enfants en bas âge puisque les parents sont associés à la gestion de la crèche et que les soins donnés aux enfants le sont sur la base d'enquêtes régulières auprès des parents.

Contribuant aussi à alléger la charge des jeunes ménages ouvriers, c'est non seulement la garde des enfants mais aussi toute la prise en charge de plus en plus grande par la société socialiste des tâches domestiques avec les nombreux restaurants collectifs à bas prix pour les travailleurs et leurs familles, les équipes d'entraide de quartier qui passent le matin dans les familles pour le linge à laver, à raccomoder et les multiples autres tâches ménagères. Dans ces équipes, avec participation tournante des familles, des enfants d'âge scolaire sont intégrés, consacrant une partie de leur temps libre à ces travaux tout en participant aux initiatives culturelles et autres d'animation du quartier que les équipes d'entraide prennent aussi en charge.

De plus, de nombreuses activités culturelles et sportives se passent sur le lieu de travail dans les usines : il y a des troupes de théâtre, des orchestres formés par les travailleurs, il s'y tient des soirées avec projection de films, des troupes de ballets, opéras, théâtre, viennent aussi y jouer. Parfois pendant une pause, les enfants de l'école voisine viennent présenter une pièce à leurs parents au travail.

Par leur contenu révolutionnaire, la participation active des masses, leur initiative de création, qu'ils supposent les loisirs de la jeunesse scolaire et travailleuse dans la société socialiste ne sont pas des moyens d'évasion, ils contribuent au même titre que le travail dans cette société au bien-être des masses travailleuses et au renforcement du pouvoir du prolétariat.

à bas la bombe impérialiste française !

à bas le concert pacifiste

Une nouvelle bombe atomique a explosé à Mururoa. Ces essais représentent un danger réel pour les populations riveraines du Pacifique : pollution des cultures, des eaux de pêche... Sans parler des populations déplacées pour installer la base d'essai, ni des conséquences de la construction de cette base à Tahiti : un grand nombre d'emplois momentanément créés puis tout d'un coup le chômage.

Cette bombe n'est pas uniquement, aux mains de l'impérialisme français, un instrument de dissuasion contre d'éventuelles attaques d'autres impérialismes. Elle est aussi une menace permanente que brandit l'impérialisme français contre les peuples qu'il opprime, et elle peut très bien être utilisée un jour contre eux.

Quelle attitude les marxistes-léninistes doivent-ils donc avoir face à la bombe française ? D'abord, ils doivent ramener cette arme à sa juste dimension : une arme, plus puissante qu'une autre, mais dont on peut très bien se protéger : les expériences chinoises ont montré comment s'en protéger, et la menace nucléaire n'a jamais arrêté aucun peuple décidé à lutter contre l'impérialisme, à commencer par les peuples indochinois.

Ceci dit, les marxistes-léninistes, s'ils soutiennent les justes revendications des peuples riverains du Pacifique, ne mêlent pas leur voix au concert bêlant qui a accompagné la dernière explosion. Curieux concert en réalité où l'on retrouve pêle-mêle Servan-Schreiber et les révisionnistes qui traduisent les inquiétudes des deux super-

puissances devant le développement nucléaire d'un concurrent ; où l'on retrouve les pacifistes de tout poil, opposés à tout armement, capitulards devant la puissance militaire de la bourgeoisie. Curieux concert où l'on condamne pêle-mêle la bombe de la France impérialiste dirigée contre les peuples du monde, et la bombe de la Chine Socialiste destinée à préserver son indépendance.

La bombe atomique sera, pour la France Socialiste de demain, une garantie d'indépendance. Mais en attendant, les Marxistes-Léninistes lutteront contre toute utilisation impérialiste de la bombe française, et aujourd'hui, ils prennent la défense des intérêts des peuples riverains du Pacifique, dangereusement menacés par la bombe française.

les socio-impérialistes soviétiques livrent du ciment à Israël

Après l'émigration des juifs soviétiques, c'est-à-dire la fourniture de techniciens et de soldats à l'état sioniste d'Israël, le social-impérialisme soviétique vient de franchir un nouveau pas dans le soutien à la politique anti-palestinienne des dirigeants sionistes. A partir d'août, l'URSS commencera la livraison de 5000 tonnes de ciment à Israël. Avec cette fourniture, l'URSS participera activement à la construction de fortifications militaires contre

les fedayin, à la construction de camps de colons sionistes en territoires occupés, sur les terres volées aux palestiniens.

Ceci prouve une fois de plus que les dirigeants révisionnistes soviétiques sont pour le maintien d'un état d'Israël raciste et sioniste. Ce que confirmait déjà leur soutien à l'offensive actuelle pour l'existence simultanée de l'état d'Israël et d'un état Palestinien fantôme.

bilan liban 73

La campagne "LIBAN 73" pour le Croissant Rouge Palestinien s'est soldée par un succès :
— 7200 F sont actuellement centralisés
— 228 kg de médicaments ont été collectés, soit une valeur de 20.000 F environ.

Sur la base de ce succès, qui manifeste concrètement le soutien politique des masses à la lutte du peuple palestinien, le Secrétariat National du MACIP envisage de nouvelles initiatives en vue d'organiser un soutien matériel permanent pour la Palestine.

SOUTENONS L'OFFENSIVE DU PEUPLE CAMBODGIEN

L'offensive des Forces Armées Populaire de Libération Nationale du Kampuchea se poursuit victorieusement (voir FR 79). En dépit du redoublement de l'agression US : 4 ou 5000 tonnes de bombes chaque jour sur le Cambodge depuis plusieurs mois, et pas seulement autour de Phnom Penh mais aussi sur toutes les zones libérées. En dépit de toutes les manœuvres US pour refaire une virginité à sa clique fantoche de Phnom Penh, des allégations de Nixon qui prétend hypocritement arrêter les bombardements le 15 Août.

En dépit des conditions atmosphériques cette année, l'offensive se poursuit et même se développe en pleine saison des pluies ; la boue, les trombes d'eau n'ébranlent pas la détermination des combattants cambodgiens.

Une telle détermination, de tels succès ne s'expliquent que parce que c'est une guerre populaire qui se déroule au Cambodge. Bien avant le coup d'Etat à Phnom Penh, en mars 70, la guérilla avait éclaté dans les maquis

cambodgiens contre les éléments les plus réactionnaires du gouvernement (en 1963) ; si bien qu'en 1970, les premières unités armées des forces populaires, les cadres de la lutte de libération nationale étaient déjà formés. Prêts à accueillir les patriotes désireux de libérer leur pays de la domination des yankees et de leurs valets. Et parmi ces patriotes, une grande masse d'ouvriers et de paysans pauvres, des ouvriers réduits au chômage par la main-mise des trusts US sur l'économie cambodgienne, des paysans ruinés par les bombardements US ; car les pilotes US avouent eux-mêmes aujourd'hui qu'ils avaient commencé à bombardier le Cambodge bien avant le coup d'Etat de 1970. Depuis, la masse de ces ouvriers et paysans patriotes n'a fait que grossir : ce sont eux qui constituent aujourd'hui les rangs des FAPLNC. Ces ouvriers et ces paysans, qui n'ont rien à perdre que leur misère sont bien déterminés à lutter jusqu'à la victoire totale. Parmi ces combattants, les femmes cambodgiennes occupent une place non négligeable : des bataillons entiers des forces régulières sont composés de femmes soldats 24 h sur 24.

A ces patriotes de la première heure, aux combattants des FAPLNC, aux paysans des zones libérées, viennent se joindre, de plus en plus nombreux, les habitants des zones provisoirement occupées par l'ennemi.

Dans les zones occupées, les ouvriers multiplient les grèves : 60.000 ouvriers grévistes à Phnom Penh depuis décembre 1972, c'est un chiffre important

pour un pays peu industrialisé comme le Cambodge. La dernière de ces grèves est celle des porteurs de Phnom Penh : 500 grévistes qui réclament qu'on double leur salaire, pour faire face à une hausse des prix vertigineuse. Les étudiants, les professeurs, dont un nombre important s'étaient portés volontaires pour l'armée fantoche après 70, sont aujourd'hui en grève depuis plusieurs mois contre le régime fantoche. Les bonzes bouddhistes ont ralliés, dans leur grande majorité le FUNK, ulcérés de voir leurs pagodes détruites par les bombardements ou transformées en bordels ou en salles de torture par les soldats de l'armée fantoche. Même ces soldats se révoltent contre le régime de Phnom Penh : on a vu récemment des compagnies entières quitter leurs positions et manifester dans Phnom Penh pour exiger leur solde qui n'est pas payée depuis plus de trois mois. Une telle révolte n'a rien d'étonnant si l'on sait toutes les difficultés du régime fantoche à recruter pour son armée : ils sont obligés de mobiliser des gamins de 12 ans, de fermer des établissements scolaires et des entreprises pour forcer les jeunes à s'engager. Tout ceci explique les grandes manifestations de masse qui se déroulent en ce moment à Phnom Penh contre la hausse des prix, contre la pénurie de riz ; les manifestants s'emparent de force des stocks de riz cachés par les autorités fantoches ; un grand nombre de tracts sont distribués disant notamment : "c'est le traître In Tam qui invite les B 52 à bombardier le Cambodge et à massacrer le peuple cambodgien : Nixon est le chef de file des assassins !" ou bien

"Depuis l'accession de In Tam au poste de premier ministre félon, le prix de toutes les marchandises a augmenté de 200 à 300 % !" ou encore "Le traître In Tam enrôle de force les élèves et les étudiants dans l'armée fantoche. Il est l'assassin et le destructeur de la jeunesse et du peuple cambodgien !" (In Tam est le nouveau cheval enfoncé par les impérialistes US pour remplacer le vieux débris Lon Noi, pratiquement hors de course).

Dans les zones libérées, le FUNK remporte succès sur succès sur tous les fronts, y compris dans les zones temporairement occupées. La clique fantoche est lâchée de tous, le FUNK est le seul représentant des aspirations du peuple cambodgien. C'est ce qu'a prouvé en particulier le récent voyage de son président, Norodom Sihanouk dans les zones libérées du Cambodge. Il a fait éclater aux yeux du monde cette vérité, que le FUNK contrôle entièrement 80 % du pays et qu'il est plus uni que jamais. Voilà pourquoi la victoire est inéluctable ; voilà pourquoi les américains, malgré toutes leurs déclarations, ne peuvent arrêter leur intervention, ce serait abandonner le Cambodge aux patriotes ; voilà pourquoi nous ne devons pas relâcher notre soutien aux patriotes cambodgiens qui sont aujourd'hui aux premiers rangs de la lutte contre l'impérialisme US : nul doute qu'à la prochaine saison sèche, après la fin des pluies, leurs victoires seront encore plus éclatantes.

**FUNK VAINCRA :
VIVE LA GUERRE DU PEUPLE
CAMBODGIEN !**



guinée bissau, angola, mozambique

à bas le colonialisme portugais à bas l'impérialisme français

Le voyage en Angleterre du dictateur fasciste portugais Caetano a été l'occasion d'une vaste campagne contre les massacres commis par l'armée portugaise au Mozambique. La presse internationale fait semblant de découvrir les crimes des troupes coloniales, aujourd'hui dans les colonies portugaises, comme elle avait fait semblant de découvrir, il y a quelques années les crimes US au Viet-Nam à l'occasion des massacres de Song MY. En réalité, ces crimes, qui sont le lot de toute guerre coloniale sont dénoncés depuis des années par les combattants patriotes des colonies portugaises de Guinée-Bissau, Angola et Mozambique. Dans ces trois pays la lutte armée se poursuit depuis plus de 10 ans. Et malgré ses 150.000 hommes et l'armement ultramoderne fourni par ses alliés de l'OTAN, l'armée coloniale subit des échecs cinglants. De vastes zones ont déjà été libérées par les patriotes ; c'est ainsi qu'en Guinée-Bissau, le Parti Africain pour l'Indépendance de la Guinée et du Cap-Vert (PAIGC) dont le dirigeant Amilcar Cabral a été sauvagement assassiné par la PIDE (police politique portugaise), a déjà libéré plus des 2/3 du pays.

Les crimes dénoncés récemment, loin d'être des accidents comme voudraient le faire croire certains, font partie d'un plan appliqué par l'armée coloniale. Au Mozambique, le village de Wiryamu dont tous les habitants ont été exterminés et qui a été rasé, rayé de la carte par les troupes portugaises, se situe dans la province de Tete. A quelques kilomètres de là se construit le barrage de Cabora Bassa, qui sera un des plus grands du monde. Les autorités coloniales ont décidé de vider complètement la zone du barrage de ses habitants, ceci pour empêcher tout sabotage du barrage, dont la construction s'effectue sous protection militaire. Malgré cela, depuis novembre 72, le Front de Libération du Mozam-

bique (FRELIMO) poursuit une vaste offensive dans la région ; déjà 17 avions ont été détruits dans la base aérienne de Chingoza (près de Tete) et de nombreux véhicules du chantier ont sauté sur les routes menant à Cabora Bassa ; le 1er Mars, l'importante base militaire de Malewerez tombait aux mains du FRELIMO. Le FRELIMO a en effet décidé d'empêcher la construction du barrage car il s'agit d'une vaste opération de main-mise impérialiste sur la région, le barrage devant fournir de l'électricité à l'Afrique du Sud et à la Rhodésie racistes, et devant permettre l'implantation d'une immense zone industrielle (une "Ruhr africaine"). Dans ce but, les colonialistes ont décidé qu'un million de colons blancs peuplèrent cette région, les noirs des zones voisines formant une main d'œuvre à bon marché, comme cela se passe déjà en Afrique du Sud raciste. Voilà qui explique la liquidation des habitants actuels de la région de Cabora Bassa.

Dans cette affaire, le Portugal n'est pas seul. Il est soutenu par les impérialistes américains, anglais, ouest-allemands et français, ainsi que par les racistes de Pretoria qui participent tous à la construction du barrage, comme ils participent déjà au pillage des richesses minières et pétrolières du Mozambique. Tous ces impérialismes soutiennent activement l'effort de guerre du Portugal, car une victoire militaire des patriotes mettraient en danger leurs intérêts. Mais en même temps, ils font pression sur le Portugal pour qu'il choisisse une solution de type néocolonialiste que le Portugal refuse, car il serait obligé de céder la place à des impérialismes plus puissants que lui. Voilà qui explique les multiples votes de l'ONU contre le Portugal et la participation à la campagne actuelle des travaillistes anglais... et de l'allemand Brandt qui vient d'inviter une délégation de patriotes-mozambicains.

La France joue un rôle important dans toute cette affaire. Les trusts français CSE, Alstom, CEF participent activement à la construction du barrage de Cabora Bassa ; Elf-Erap et la SNPA s'approprient un gisement pétrolier au Mozambique, d'autres sociétés françaises y exploitent le coton et le sucre (Texcom et Sucreries du Mozambique). Ceci explique l'aide importante fournie par la France aux colonialistes portugais : patrouilleurs, frégates, sous-marins, hélicoptères Alouette, avions Broussard, Nord-Atlas, véhicules AML, Berliet... sans compter l'assistance technique et le projet de livraison au Portugal d'une usine d'armement clé en main. Moyennant quoi, la France a ouvert la base de contrôle de missiles de Florès, dans les Açores... et 800.000 travailleurs immigrés portugais sont exploités dans les usines françaises.

Sur ces 800.000, près de 20.000 sont des jeunes insoumis ou déserteurs qui ont refusé de participer à la guerre coloniale. En masse le peuple portugais refuse de servir dans l'armée coloniale : 25 % des appelés désertent, grave problème pour les fascistes portugais... et pour l'impérialisme français. C'est pourquoi une des clauses des accords franco-portugais sur l'immigration de novembre 1971 interdit l'entrée en France aux jeunes portugais n'ayant pas fait leur service militaire. Voilà une aide précieuse de l'impérialisme français aux colonialistes portugais, contre laquelle le peuple portugais et le prolétariat de France sauront lutter côte à côte.

HORS D'AFRIQUE LES COLONIALISTES PORTUGAIS ET LEURS MAITRES IMPÉRIALISTES.

A BAS LA COLLUSION CAETANO POMPIDOU CONTRE LES PEUPLES DE GUINÉE, D'ANGOLA, DU MOZAMBIQUE ET DU PORTUGAL !

Un jeune ouvrier portugais, Filipe Armoin est menacé d'expulsion pour le 8 août par le gouvernement impérialiste français. Les raisons : OS à Renault Billancourt, il a été accusé après l'assassinat de Pierre Overney par le filic patronal fasciste Tramon, d'avoir participé à l'affrontement entre les ouvriers révoltés et la maîtrise fasciste. Licencié par Renault, inculpé par la justice bourgeoise son procès n'a pas encore eu lieu. L'impérialisme français ne peut tolérer que des travailleurs immigrés participent à la lutte de classe en France contre l'exploitation capitaliste. Filipe Armoin a de plus immigré pour ne pas faire son service militaire dans les troupes colonialistes portugaises qui massacrent au Mozambique, en Angola, en Guinée Bissau le peuple qui lutte pour son indépendance nationale. En menaçant d'expulser Filipe Armoin, l'impérialisme français le livre directement aux colonialistes portugais.

A BAS LA COLLUSION DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS ET DES COLONIALISTES PORTUGAIS.

HALTE A TOUTE MESURE D'EXPULSION DES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS.

